

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 1^{er} AVRIL

1 F 50

N° 150

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Saint Etienne bat Eindhoven 1 - 0

Ce fut un beau match, correct de part et d'autre, ce qui est rare à ce stade de la compétition. Eindhoven nettement dominée en première mi-temps, a su limiter les dégâts en ne concédant qu'un seul but, grâce au remarquables parades de son gardien.

L'unique but de la rencontre a été marqué par Larqué sur coup franc.

Conférence des Neuf à Luxembourg

GISCARD ET L'EUROPE ATLANTIQUE

La réunion des 9 chefs d'Etats européens s'ouvre ce matin à Luxembourg. Deux points sont à l'ordre du jour : les 9 face à la tornade monétaire du mois de mars, les 9 face à l'élection du parlement européen au suffrage universel. Le rapport Tindemans qui fixait des orientations précises pour la construction européenne ne sera pas officiellement abordé dans son fond à cette réunion.

Giscard a fait de la question de la construction européenne un thème important de sa politique. Il est même intervenu hier soir personnellement pour le répéter à la télé. C'est aussi, d'un tout autre point de vue, une question importante pour le peuple de notre pays. Parce que sous ses airs anodins, la politique giscardienne sur l'Europe, engage notre pays sur une voie très dangereuse pour son indépendance. Qu'on ne s'y trompe pas, l'élection au suffrage universel du parlement européen, n'est pas une mesure sans conséquence : même si aujourd'hui le parlement européen est une chambre sans grand pouvoir, le fait même qu'on propose de l'élire au suffrage universel, annonce l'extension de ses pouvoirs, la possibilité pour une telle chambre d'intervenir dans la vie de chaque pays. Le rapport Tindemans, indique d'ailleurs très clairement cette orientation qui consiste à rogner les attributions des différents Etats européens, pour élargir celles des organismes supra-nationaux.

Connaissant les tendances fortement atlantistes des bourgeoisies partenaires de la France, il est aisé de voir dans quel sens pencherait la «majorité» qui se retrouvera au prochain parlement européen, et de prévoir les pressions supplémentaires qui seraient faites contre l'indépendance de notre pays. C'est en parfaite connaissance de cause que Giscard trame son projet. Il connaît les résistances qu'il va susciter dans les masses. Il connaît les contradictions qu'il va développer dans son propre camp : il espère sans doute faire taire ses censeurs persistants de l'UDR genre Debré et ceux qui l'écoulent, avec la promotion de Chirac comme coordinateur de la «majorité». C'est pour cela que Giscard avance à petits pas, qu'il refuse de discuter d'un seul coup du rapport Tindemans, de fabrication U.S. trop prononcée.

Mais la direction qu'il suit est claire. Malgré la démonstration aveuglante qu'ont apporté les événements monétaires sur la réalité des rapports de force en Europe, et sur la place dominante qu'y occupe l'Allemagne, malgré les ingérences répétées de l'impérialisme U.S. dans les pays d'Europe, pour renforcer sa main mise sur ce potentiel et accélérer la construction d'une Europe placée sous autorité américaine, Giscard multiplie les actions pour entraîner de manière irréversible notre pays dans une telle Europe.

suite p. 6

LES MESURES POUR L'EMPLOI DES JEUNES

- Extension des contrats à durée limitée
- Les primes au patronat reconduites

ENCORE DE L'ARGENT POUR LES PATRONS



voir p. 3

SOMMAIRE

- journées parlementaires UDR : la grogne subsiste -p.6-
- Poclain : le patron séquestré toute la journée d'hier -p.4-
- Palestine occupée : la répression n'empêchera pas les luttes -p.7-

PEUGEOT (Mandeure)

«Valenti- gney nous a rejoint»

Mardi les grévistes des Cycles Peugeot avaient séquestré trois directeurs au cours de la réunion extraordinaire du Comité d'Entreprise, après que la direction ait dit clairement qu'elle n'accorderait rien et surtout qu'elle maintiendrait les licenciements. Toute la journée, la colère était grande chez les travailleurs rassemblés devant l'usine.

Mercredi, la direction passait un communiqué dans le journal local «l'Est Républicain» : «Devant cette nouvelle action violente, devant l'illégalité flagrante, qui s'ajoutent à celles, nombreuses qui ont été enregistrées depuis trois semaines, des plaintes ont été déposées entre les mains du Procureur de la République.

Ces pressions monteraient, s'il en était besoin, la nécessité des licenciements, dont le retrait est demandé de cette façon inadmissible».

suite p. 4

LIBAN : les forces patriotiques continuent l'offensive

- 17 000 soldats syriens seraient disposés le long de la frontière libanaise
- Waldheim fait appel au Conseil de Sécurité
- Les Etats-Unis envoient un émissaire

voir p. 7

ENQUÊTE

LA MEDECINE A LA CHAÎNE

(4) LA MÉDECINE DES MANDARINS

Les médecins de la bourgeoisie sont à son image. Imbus d'eux-mêmes et méprisants pour le peuple. Ils tentent de justifier une autorité et leurs privilèges de classe en s'appuyant sur l'autorité de la science. Qu'en est-il ?



LA MATINÉE D'UN MANDARIN

«Le patron ! le patron !» Le murmure grandit dans la salle Dieulafoy. Allo, le patron est dans les murs ! vient de prévenir l'infirmière du premier étage. Vite, on cache le bassin qui traîne, on range le chariot, on retape les lits. La surveillante, l'air soupçonneux, cherche le détail qui cloche, passe son

doigt sur les tables de nuit pour trouver la poussière. «Rangez-moi ce box, mieux que ça !», lance-t-elle aux infirmières. «Déjà que le patron est de mauvais poil, s'il voit ça, c'est fini pour la matinée !»

Les malades rangent tranquillement leurs journaux, sortent leurs ordonnances. «Tu ne veux pas

suivre la visite du patron ?» Les infirmières se poussent l'une l'autre pour ne pas y aller. Les externes, qui viennent d'arriver, (il n'est que dix heures moins le quart) s'enquerraient précipitamment des entrées de la nuit pour avoir quelque chose à répondre aux questions du patron.

Le patron se détend !

Au bout du couloir, une tâche blanche grandit : entouré d'une bonne dizaine d'adjoints, internes, externes, secrétaires, le patron avance d'un pas de sénateur, penché sur son assistant, les yeux mi-clos comme pour mieux l'écouter. Personne n'entend ce qu'il raconte, mais tout le monde rit quand même avec le patron. La surveillante générale, soulagée, (le patron se détend !) tire sur la chaîne de ses lunettes.

«Qu'avons-nous d'intéressant à voir aujourd'hui ?» lance-t-il à la cantonade. «Pas grand chose, monsieur, hormis un remarquable foie douloureux et une très belle pleurésie» répond l'interne de la salle avec déférence. Pendant que la petite troupe se rend aux lits désignés, la surveillante fait éteindre un poste de radio : «le docteur déteste cela».

Satisfait de voir qu'on s'occupe enfin de son cas, le malade s'assoit dans son lit et attend. Autour du lit, les choses commencent à se mettre en place.

On avance le bac à dossiers, on installe les radios sur l'écran, on sort les résultats d'examen. Assis sur le bord du lit (il est le seul à en prendre le droit), la tête appuyée sur la main, le mandarin écoute en silence le rapport de l'interne. «Oui» lâche-t-il de temps en temps avec l'air de s'ennuyer prodigieusement. L'externe passe les radios sur l'écran. Le patron entrouvre un peu la main, vite, on lui passe le cliché, qu'il regarde avec profondeur à la lumière du jour. «Oui». La lecture des résultats d'examen le laisse impassible. Il fait juste répéter un chiffre. Après une longue minute de silence que personne n'ose troubler, il se

tourne enfin vers le malade, disons plutôt vers son foie.

Il le palpe longuement, fait tousser le malade, le fait mettre sur le côté. A cet instant le chef du service d'endocrinologie passe sa tête entre deux épaules. D'un seul coup, le visage du patron s'anime d'un large sourire. Il se lève et entraînant son confrère dans le couloir, l'entretient longuement, à voix basse. Il disparaît même un instant dans son bureau. Pendant tout ce temps, tout le monde attend. L'infirmière surchargée de travail sort pour avancer un peu de son travail pendant ce temps. Quand le mandarin revient, il va d'emblée vers un autre lit. L'interne lui dit timidement : «Et pour le traitement, Monsieur ?» «Il n'y a qu'à maintenir le même !»

«Ils boivent tous et ne l'avouent jamais».

Quant au malade, déçu, personne ne lui adresse la parole. Il ne saura rien aujourd'hui. Sur le lit du deuxième malade, est posé un journal qui annonce à la une : «Les grèves se multiplient». Le patron commente à haute voix : «Quand ils ont du travail, ils se plaignent ; quand ils n'en ont plus, ils se plaignent aussi !». Pour le deuxième cas, le patron prend lui-même les choses en main. Il interroge le malade : «Vous buvez un peu de vin, comme tout le monde ?» avec un air doux et sûr. Le travailleur répond : «Oui, un peu de table seulement !» Le mandarin se retourne vers son assistant avec un sourire entendu et dit : «Faites lui un bilan hépatique, c'est probablement un E-

thyl !» n'osant pas traiter ouvertement le malade d'alcoolique. Il continue : «Même pas un petit apéritif ? Même pas un digestif après le repas ? Un peu de bière, quand même, quand il fait chaud ?» De toute façon, il ne croit pas les ouvriers «ils boivent tous et ne vous l'avouent jamais !» et conseille à l'interne d'interroger discrètement la femme du malade. Il fait lever le malade, le fait marcher d'un bout à l'autre de la rangée, lui fait tendre les bras et fermer les yeux, agiter les mains, lâche quelques mots grecs à sa troupe et fait recoucher le malade. Il demande une épingle à nourrice. La surveillante revient en courant, l'épingle posée sur une compresse et la lui tend digne-

ment. Après avoir un peu palpé le malade, il tend les deux mains. L'infirmière bondit sur un flacon sur lequel on peut lire «Alcool Lavande Patron» et lui verse dans les mains, pour qu'il les rince. Le malade demande à haute voix : «Qu'est-ce que j'ai, docteur ? Est-ce que c'est grave ?» — «Ce n'est rien, juste une petite inflammation !»

Le malade ne saura rien d'autre. Encore quelques lits et pour aujourd'hui, ce sera tout. La matinée du mandarin sera terminée. Pas tout à fait, tout de même, car il lui reste à étudier des publications scientifiques dans son bureau. Le mandarin est un Homme de Science.

Pierre PUJOL

Une médecine à œillères

La médecine, surtout à l'hôpital, a pris une allure très «scientifique». Des médicaments ont été inventés, qui ont sauvé d'innombrables vies humaines. Les journaux nous vantent souvent des exploits à la Barnard. Quand on entre à l'hôpital, on subit souvent toute une «batterie» d'examen : radios, prises de sang, analyses d'urines...

Et pourtant, à côté de progrès spectaculaires, les travailleurs constatent que les médecins sont incapables de soigner un grand nombre de maladies courantes qui empoisonnent leur existence ou la mettent en danger. Pourquoi ces limites ? Cette médecine est-elle parfaitement scientifique ?

LA SANTÉ, UNE AFFAIRE DE SPECIALISTE ?

L'idée qui domine chez les médecins, c'est que «la santé, c'est l'affaire des médecins». Le malade n'est qu'un support de la maladie, un «patient», un objet passif entre les mains du médecin et de ses «aides». Bien peu d'entre eux se préoccupent

de la conception qu'ils ont de l'interrogatoire (qui doit être «scientifique», disent-ils parfois) : pour eux, cela consiste à recueillir une série de données sur l'emploi du temps du malade, sur les maladies qu'il a déjà eues, ou celles de ses parents. Tout cela pour faire cadrer l'histoire de sa maladie avec le schéma d'une maladie classique. Rarement, ils posent cette question pourtant simple : «Et à votre avis, d'où ça vient, votre maladie ?»

Depuis 15 ou 20 ans, un courant de médecins veut donner plus de place à l'écoute du malade dans un esprit d'humanisation : ils cherchent à atténuer le «traumatisme psychologique» que représente souvent l'hospitalisation en prenant d'avantage en considération les inquiétudes ou les désirs du malade. Bien sûr, ne plus traiter les malades comme des chiens, c'est un progrès appréciable et qui n'est pas réalisé partout. Mais même ainsi, le malade reste passif, on ne recherche pas sa participation à la lutte contre sa maladie.

dire de cause inconnue, par exemple une maladie des reins. S'il ne trouve rien de ce genre, il classera la maladie comme «hypertension essentielle», ou parlera de «tension nerveuse», ce qui n'avance pas beaucoup plus. Or, dans bien des cas, il suffirait d'écouter le travailleur hypertendu pour mieux comprendre : de nombreux travailleurs font un lien direct entre leurs conditions de travail, soumis aux cadences, sous la surveillance constante des chefs, et leur hypertension. Mais cela échappe à la médecine bourgeoise !

On touche là une limite de cette médecine : sa conception métaphysique de la maladie, c'est à dire son incapacité à comprendre les rapports entre l'environnement, les conditions de vie et de travail, les relations entre les personnes, d'une part, et la maladie d'autre part. On cherche alors à rattacher cette maladie au «tempérament» : le malade est ainsi rendu responsable de son ulcère, de sa dépression nerveuse, etc...

Les absurdités auxquelles cela conduit prennent un caractère scandaleux quand il s'agit de maladies fréquentes et graves comme le cancer, contre lequel, malgré des progrès qui permettent de traiter certains cas, rien de décisif n'a été trouvé. Le gouvernement lance des quêtes, les journaux mobilisent l'«opinion publique» ; récemment Simone Veil au Pr. Mathé sur la question des crédits affectés à la recherche d'un traitement efficace ; beaucoup de bruit pour bien peu de résultat.

Et cela, alors qu'on peut maintenant affirmer que 85% des cancers sont dus aux pollutions de différentes sortes ! La meilleure façon de lutter contre le cancer serait donc de s'attaquer à ces pollutions. Mais, outre que cela contredirait la logique de profit des capitalistes, la médecine bourgeoise est incapable de poser les problèmes en ces termes.

Ainsi, en société capitaliste, le progrès de la science médicale est freiné, non seulement par l'insuffisance des moyens matériels, mais encore et surtout, par la conception bourgeoise du monde qui y domine.

Paul GAUVIN

LA BOURGEOISIE SE SOIGNE

Le Quotidien du Peuple s'est enquis de la différence entre la consultation privée et la consultation publique d'un grand neurologue français. Nous avons eu au bout du fil, la secrétaire de la consultation privée. QdP : Quel est le prix de la consultation privée ? S : 300 francs. Comme le Professeur n'est pas conventionné, vous serez remboursé d'à peu près 20 francs.

QdP : Quelle est le délai d'attente ? S : Il peut vous voir après-demain.

QdP : Quelle est la différence avec la consultation publique ? S : Vous passez à l'heure fixée, sans attendre des heures, vous avez un rendez-vous immédiat et non pour 15 jours. Et vous ne voyez que le Professeur ! Alors que, en publique, vous voyez d'abord un étudiant et ensuite le Professeur, mais sa visite est plus courte, il ne vous examine pas entièrement.

de connaître le point de vue des malades sur leur maladie. Une caricature de cette attitude : les «patrons» qui, au lit d'un malade, ne s'adressent jamais à lui, mais préfèrent interroger l'interne ou l'externe.

Ce refus de donner toute son importance au point de vue du malade a des conséquences qui dépassent les désagréments psychologiques : il donne des œillères à la médecine.

MALADIE ET CADRE DE VIE

Bien sûr, tous les médecins se récrieront : ils connaissent l'importance de l'interrogatoire du malade, et admettent même qu'il compte pour moitié dans le diagnostic. Mais ce qui est en cause, c'est la

Prenons le cas d'une maladie courante, comme l'hypertension artérielle. Dans les manuels, on reconnaît que la moitié des hypertensions sont «essentiels», c'est à

POLITIQUE

LE CHÔMAGE DES JEUNES AU CONSEIL DES MINISTRES :

PRENDRE AUX CHÔMEURS POUR DONNER AUX PATRONS

Pour la deuxième fois en un mois, le conseil des ministres a traité du chômage, particulièrement de celui des jeunes. Les décisions annoncées n'ont rien de nouveau, puisqu'elles sont, à quelques termes près ce que demandait récemment Ceyrac, président du CNPF, à Nantes, et que Chirac avait repris devant les chambres de commerce et d'industrie. Il s'agit, en quelques mots, de profiter des signes de reprise économique pour donner aux patrons ce qui était destiné aux chômeurs, tenter de camoufler la persistance du chômage, et imposer des contrats d'embauche qui livrent les travailleurs pieds et poings liés aux patrons.

Voici le détail des décisions :

• Pour les entreprises artisanales, «les primes d'incitation à la création d'em-

• «Le montant de la prime de mobilité des jeunes sera quadruplé». Or à quoi sert cette prime, si ce n'est à inciter les jeunes à ne pas s'opposer aux li-

raire, l'extension du contrat à durée déterminée, un contrôle plus précis des demandeurs d'emplois...

Menaces qui se passent de commentaires, si ce n'est qu'une fois de plus, l'extension des contrats à durée limitée était aussi une demande du patronat !

Ces mesures prouvent, s'il était nécessaire de le préciser, que la lutte contre le chômage est toute aussi nécessaire qu'il y a

une société où auront disparu les causes mêmes du chômage.

Eric BREHAT

LE CYNISME CHIFFRÉ

Voici ce que Durafour, le ministre du chômage, a déclaré : «Le bilan des mesures prises est... positif : 658 conventions de chômage partiel intégrant 269 000 salariés ont été signées, 7 000 emplois ont été créés par les contrats emploi-formation, 48 000 primes d'incitation à l'embauche ont été versées à 24 700 entreprises, 160 000 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'une formation professionnelle, 35 000 jeunes ont été touchés par les actions engagées depuis deux ans par le Secrétariat d'Etat à la formation professionnelle, 60 agences de l'emploi nouvelles ont été créées».

On ne craint pas le cynisme, au ministère du travail, pour se vanter d'avoir créé 7 000 emplois (avec salaire au rabais...) alors qu'il y a plus d'un million de chômeurs, ou d'avoir «touché» 35 000 jeunes (ce qui ne leur a pas donné d'emploi...) sur un demi million de jeunes chômeurs... Bilan positif ? Le conseil des ministres devait vouloir dire pour les patrons, car 48 000 primes à 24 700 entreprises, cela veut dire de jolies enveloppes pour certains patrons...

La politique du logement en plan

Le sénateur Pierre Brousse, radical hésitant entre les deux coteries de Péronnet et de Fabre était chargé de rédiger le rapport de préparation du VIIème plan concernant le logement. Dans ce document sont énoncés certains aspects criants de la situation du logement en France : c'est devenu une règle dans les rapports de ce genre de commencer par un constat de carences qu'il n'est guère possible de masquer.

Mais pour ce qui est des prévisions qu'on est en droit d'attendre d'un rapport de planification, le flou artistique est de rigueur. Brousse montre la même incertitude dans la prévision d'une politique du logement que dans le choix d'une des tendances radicales, en fait c'est toute l'incapacité du gouvernement à définir une politique à long terme qu'il exprime.

quell'aide à la pierre qui ne sera maintenue que pour un nombre limité de cas. Ceci afin d'ouvrir le secteur HLM aux capitaux privés,

- réhabilitation des logements anciens : cette réhabilitation concerne actuellement moins de 200 000 logements par an, elle devra passer à la fin du VIIème plan à 250 000.

Le rapport exprime un nombre respectable de recommandations pieuses : augmentation de 10 % de la surface des logements, respect de la qualité dans les grands ensembles, bonne isolation, production annuelle de 750 000 logements chaque année, y compris les anciens logements «réhabilités», amélioration non seulement du logement mais aussi de son environnement.

Le sérieux de telles promesses qui correspondent à une partie des revendications des travailleurs, apparaît lorsque sont étudiés les moyens à mettre en œuvre. Le rapport indique en effet : «Dans le domaine des financements, comme dans le reste, le Comité n'a pas pu, faute de temps, définir avec autant de détail qu'il l'eût souhaité les éléments de la nouvelle politique».

Une conclusion à la hauteur du rapport !

Serge Livet

UN CONSTAT ACCABLAN

«Six millions de logements n'ont pas le minimum de confort exigé par des normes jugées suffisantes par le comité».

- malgré les «efforts du gouvernement» pour la disparition des bidonvilles et de l'habitat insalubre «la situation de certaines catégories de population ne s'est guère améliorée», - 15 à 20 % des Français n'ont pas les moyens suffisants pour accéder aux logements dits sociaux.

Le rapport Brousse ne fait pas preuve d'une grande originalité, il reprend un certain nombre d'idées déjà présentes dans les rapports Barre, Nora, etc...

- aide à la personne plutôt

HAUSSE DE 8 % SUR LE CHARBON

Le gouvernement a décidé d'autoriser les Charbonnages de France à augmenter le prix de gros du charbon de 6 à 13 %. Cela doit se répercuter par une augmentation de 6 % pour le charbon industriel, et de 8 % pour le charbon domestique... Venant après l'hiver, au moment où les commandes en charbon sont rares, cette augmentation, qui touche les familles populaires dont la situation est la plus difficile, devait passer inaperçue...

Bien qu'elle soit particulièrement anti-populaire, cette augmentation ne satisfait pas les Charbonnages, qui demandaient au moins 20 %

pour «éponger le déficit» de 500 millions de francs de l'année dernière. La confédération CGT, dans son souci de défendre «l'entreprise nationalisée» (et non pas les mineurs...) y voit une manœuvre du gouvernement pour prouver la non compétitivité du charbon, et «l'Humanité», si prompt à dénoncer les hausses, n'en souffle mot !

Mais qui est responsable du déficit des Charbonnages ? Ce sont ces mêmes Charbonnages qui inondaient des mines, jugées trop peu rentables, ou fermaient les mines de Lorraine, parce que le charbon «n'était plus rentable». Qui sert-on en défendant leur point de vue ?

Les mineurs, qu'on réembauche hâtivement, aujourd'hui que le charbon peut être utile, sans formation et sous contrats, et les familles populaires touchées par cette augmentation du charbon ont le même intérêt. Les uns comme les autres n'ont pas à faire les frais des difficultés de la bourgeoisie en matière énergétique !

SANTÉ. • 4500 centres de soins privés sont menacés de disparition, du fait de leurs difficultés financières. Ces centres, qui n'ont aucun statut «officiel» traitent, dans les quartiers les affections qui ne nécessitent pas d'hospitalisation. Seulement, ils ne rapportent pas d'argent.

• Au congrès de Cannes d'un certain nombre d'associations d'handicapés physiques équipés de prothèses, le peu d'efficacité des prothèses actuelles, et la façon dont elles sont ressenties par les handicapés ont été critiquées.

• Les élèves de l'ENAC, école de pilotes de ligne, dont l'administration vient de clore prématurément les études par «manque de débouchés», ont bloqué Concorde 3, alors qu'il devait faire des essais.

Eric BREHAT



plois seront simplifiées et reconduites jusqu'au 31 décembre 76... les contrats emploi-formation seront reconduits sans limitation de durée. En clair, plus de primes aux petits patrons et une possibilité accrue d'exploiter des jeunes travailleurs en les sous-payant.

cenciements ? Son quadruplement est une réponse directe aux vœux formulés par Ceyrac et Ginguembre de «donner aux chefs d'entreprises la liberté et la facilité de licenciement»...

• «Une surveillance plus efficace du travail tempo-

six mois. Mais une lutte offensive, s'alliant aux luttes grandissantes sur les salaires. La bourgeoisie a fait la preuve qu'elle ne peut vivre que sur la «réserve» de centaines de milliers de chômeurs ! La lutte contre le chômage, c'est donc aussi la lutte pour une autre société,

Montredon Les C.R.S. partie civile rumeurs provocatrices

Le syndicat Indépendant et Professionnel des CRS s'est porté partie civile, à propos de la fusillade de Montredon, lors de la féroce répression du mois de février contre les viticulteurs en lutte. C'est la première fois que le syndicat des CRS utilise une telle procédure. Et dans le même temps, il fait courir le bruit, complaisamment repris par «France-Soir», qu'il y aurait eu des «agitateurs, professionnels du fusil, les mêmes qu'à Aléria», parmi les viticulteurs. La police judiciaire, de son côté, a commencé à interroger des viticulteurs.

Il faut être clair : quelques soient les circonstances exactes de la fusillade de Montredon, la véritable provocation est venue de ce gouvernement, qui, au moment où les viticulteurs se sentent menacés dans leur existence même, n'a pas hésité à envoyer des milliers de CRS dans le

Languedoc, à faire de ce pays une véritable zone occupée militairement.

La véritable provocation est venue de ce pouvoir qui, quelques semaines auparavant lâchait les gardiens de son ordre contre les paysans qui manifestaient, au point de matraquer à mort l'un d'eux. Elle est venue, d'une classe, pour qui la disparition de milliers de paysans est une chose normale !

Aussi, lorsque certains font preuve d'une telle insistance pour supputer les possibilités de «noyautage» du mouvement viticole, pour voir des «cas-seurs» à chaque fois que les masses se heurtent à la répression de la bourgeoisie, on est en droit de se poser des questions. C'est précisément au moment où les viticulteurs reprennent, avec le désaccord des syndicats «officiels» l'action contre les négo-

ciants-trafiquants, comme à Campagnan, que de tels bruits apparaissent... c'est aussi et surtout, au moment où les luttes des travailleurs s'étendent dans toute la France, au moment où les travailleurs s'interrogent sur la suite à donner à leurs actions, essaient de voir à quels obstacles ils doivent s'affronter. Que vise-t-on d'autre, par de telles manœuvres, que de persuader les travailleurs que tout mouvement important est promis à tomber entre les mains des «cas-seurs» et autres «agitateurs professionnels» ?

Le «libéralisme» giscardien, dont les travailleurs ont appris la nature, n'hésitera devant aucun moyen pour s'opposer au mouvement des masses. Les travailleurs ne le laisseront pas faire.

LUTTES OUVRIERES

A Manosque aussi contre le chômage seule la lutte paie

Depuis fin 75, la B.M.T. (Brun Matériel Technique), une des plus grandes entreprises de Manosque, connaît des difficultés...

sur les 60 travailleurs, l'entreprise en licencie la moitié et finalement depuis février, les 30 travailleurs restant ne vont plus être payés, se trouvant dans la situation ambiguë : ni chômeurs, ni licenciés, ni payés ! Mais les difficultés de cette entreprise ne sont pas pour déplaire à certains. En effet, les bennes Marrel s'approprient le matériel BMT en sous-traitance à St Etienne et vont contribuer à la liquidation de l'entreprise de Manosque en bloquant les crédits sur le matériel. Brun cherche à se débarrasser de son atelier de Manosque au profit d'un certain Borelli qui accapare les actifs et laisse aux ouvriers le passif.

Ils ne l'entendent pas de cette oreille. Après des délégations infructueuses à la mairie et la préfecture, ils ont décidé de produire des objets en fer forgé pour se payer et faire appel à la solidarité. Le contact a été pris avec les Griffet à Marseille ainsi qu'avec la Socotra-Levivier de Beyrolles et une manifestation a été organisée.

Il faut rappeler aussi que les viticulteurs de la région ont barré le pont Mirabeau en soutien avec ceux de l'Hérault. Il y a un plan de la

bourgeoisie pour transformer la région en site touristique : construction de villas pour ingénieurs et cadres de Cadarache (CEA), mise en valeur de la vieille ville avec des commerces de luxe. A Manosque, c'est l'équipe de technocrates de l'UDR Cabane qui dirige les opérations ; il fait arracher toutes les affiches de popularisation par ses gendarmes et menace de les poursuivre par les tribunaux.

Mais les travailleurs et le syndicat CFDT sont conscients qu'il s'agit d'élargir la lutte en un puissant mouvement populaire avec les petits paysans et les travailleurs des entreprises.

Quant aux partis de gauche, ils sont surtout préoccupés de récupération pour le programme dit «commun» et «sa solution» : le rachat de l'usine par les Bennes Marrel, la boîte qui a coulé BMT pour se développer à St Etienne, et les manoeuvres intéressées de la mairie PCF de St Tulle qui escompte bien s'approprier tout le mérite de la lutte par le soutien financier qu'elle apporte à la grève.

Soutenez les travailleurs de BMT, faites part de votre expérience dans la lutte contre le chômage. Envoyez messages et argent à UL-CFDT, 20 place Marcel Pagnol, 04 100 Manosque

Correspondant Manosque

SOPALIN : UN PREMIER RECUL

Les 600 travailleurs et travailleuses de l'entreprise Sopalin (papier carton) à Soteville-les-Rouen (Seine Maritime) viennent de reprendre le travail après avoir lutté pendant trois semaines, entre autre sur la question des salaires.

Ils ont obtenu 465 F de primes, 3,3 % d'augmentation sur le salaire mensuel, une augmentation de 25 % de la prime de vacances, ce qui fait environ 350 F en plus. Quant aux heures de grève, 40 % ont été payés. S'il le faut, les travailleurs n'hésiteront pas à repartir en lutte.

PORON-TROYES :

Le printemps est déjà chaud

Depuis le 26 mars, la grève pour les salaires gagne progressivement toutes les usines de Poron-Troyes. Poron, c'est cette entreprise de bonneterie qui fabrique les vêtements pour enfants «Absorba». La plus grosse partie de la production est faite dans les ateliers de Troyes, qui comptent environ 1 000 ouvriers, surtout des femmes, d'âge variant de 16 à l'âge de la retraite.

Devant les portes, plusieurs centaines d'ouvrières, qui discutent par petits groupes. Les discussions vont bon train ; sur les conditions de travail : «Si ça continue comme ça, on n'arrivera même pas à la retraite». «Pour les jeunes, maintenant, c'est plus dur que quand j'ai commencé», dit une femme qui travaille depuis plus de 40 ans comme couseuse : «On ne nous demandait pas autant de rendement ; et puis, c'était plus facile de trouver quelqu'un pour garder les enfants». Dans un autre groupe, on parle des cadres : «Regardez-les, ils n'en mènent pas large ; d'habitude, c'est nous qui sommes sur les nerfs, aujourd'hui, c'est leur tour !»

«On pourrait aussi bien se

passer d'eux, le travail ne serait pas plus mal fait !»

Au tour du PDG : «C'est lui-là, on pourrait bien le coincer dans son bureau, il ne l'aurait pas volé !». Dans un groupe de jeunes ouvrières, on discute encore contre le salaire au rendement...

UN CALME APPARENT

Ces derniers mois, en apparence, tout était calme à Poron-Troyes, sauf quelques débrayages, sur les conditions de travail ou contre la répression (au département Teinture surtout). En fait la révolte montait. Mais il y avait des hésitations à engager la lutte, à cause du chômage partiel, des départs à la retraite anticipée à 62 ans (une cinquantaine environ) non remplacés. Le patron a

POCLAIN (PLESSIS-BELLEVUE- OISE)

LES OUVRIERS SÉQUESTRENT LE PATRON PENDANT SIX HEURES

Il était neuf heures trente hier matin, quand un long cortège d'une trentaine de voitures venant de Verberie, roulant à faible allure s'immobilisa devant l'usine Poclain de Plessis-Bellevue, siège social du groupe.

Les ouvrières de l'usine de Verberie avaient choisi ce moyen pour attirer l'attention sur leur grève qui a débuté le mercredi 24 mars. A leur arrivée, les

court, nouvelle filiale du groupe.

Rappelons leurs revendications :

- le rattrapage du pouvoir d'achat perdu à la suite des journées chômées et des réductions d'horaires à 20 h, 250 F.
- la garantie de tous les emplois
- la prime de vacances portée de 400 à 1000 F.
- la cinquième semaine de congés payés

Les travailleurs le retiendront pendant six heures dans son bureau. Six heures pendant lesquelles Bataille, pressé de questions par les ouvriers et leurs femmes, ne trouvera rien d'autre à répondre que les sempiternels : «Je n'ai pas moyen de satisfaire vos revendications», «la conjoncture est difficile», «je ne peux pas décider seul, revenez, nous discuterons plus calmement».

res durant, les travailleurs s'en vont par petits groupes. A 17 h 15, les quelques quarante ouvriers qui occupent encore le bureau du patron quittent les lieux avec un nouveau rendez-vous pour huit heures ce matin.

Chez certains d'entre eux, l'esprit est plutôt au découragement mais d'autres qui étaient d'ailleurs décidés à passer une nuit et plus, si nécessaire avec le patron dans son bureau commencent à tirer un bilan du mouvement de grève depuis son début, analyser ses faiblesses (le fait en particulier d'avoir laissé entrer et sortir la production) et s'attachent à montrer combien était positif le fait que toutes les usines soient réunies pour une même action.

«Poclain peut payer !» N'est-il pas en train d'ailleurs d'absorber dans son groupe plusieurs petites usines de la région ?

«Faudrait des actions plus dures, qui mettent tous les gars dans le coup» disaient ceux de Crépy-en-Valois.

«C'est fini les promesses. On a toujours été bernés, depuis trop longtemps. On veut quelque chose de ferme, on veut des garanties».

Ce matin, dans les assemblées générales qui se tiennent dans chacune de leurs usines, les travailleurs de Poclain vont débattre de toutes ces questions qui concernent l'avenir de leur lutte.

Correspondant



attendaient dans la cour centrale des délégations des travailleurs des autres usines du groupe qui ont rejoint le mouvement le vendredi 48. Verberie, Crépy-en-Valois, Margny, Compiègne, Plessis-Bellevue... Le rassemblement comptait près d'un millier de travailleurs auxquels s'étaient jointes des femmes de grévistes accompagnées de leurs enfants, ainsi que des ouvriers de l'usine Périer d'Aulnay.

Une délégation de représentants syndicaux accompagnés de travailleurs se dirige alors vers le bureau du sieur Pierre Bataille, PDG de Poclain. Celui-ci, apeuré, s'enfuit par une porte dérobée en compagnie d'un huissier. Qu'importe, celui-ci s'étant enfui, la délégation d'une soixantaine de travailleurs pénètre dans le bureau d'un autre Bataille, prénommé Claude, cadet de la dynastie...

«Poclain peut payer», répondait en cœur les ouvriers.

Entre temps, à midi, de nombreux travailleurs qui attendaient dans la cour centrale iront déjeuner à la cantine aux frais de M. Bataille.

Dès le début de l'après-midi, étonnés par tant d'intransigeance de la part du patron, laissés sans perspective plusieurs heu-

Suite de la une

Mais hier matin, l'action continuait. Les grévistes avaient décidé de passer dans tous les ateliers, les 47 travailleurs licenciés en tête de leur cortège, et de discuter avec ceux des travailleurs qui avaient repris le travail. La manifestation s'organise devant la portière centrale à 8 heures. Les gendarmes sont là, en cordon, devant l'entrée. Les travailleurs passent quand même. C'est alors qu'apparaissent des cognes, les salauds. Les CRS sont là. La révolte monte. Et dans les ateliers, les grévistes expliquent la situation à leurs camarades. Beaucoup d'ouvriers quittent leur place et rejoignent la lutte. Ce qui a fait reprendre le boulot, c'est le manque de fric, la peur de la répression, le manque de perspectives aussi. A une portière, ce sont 300 travailleurs qui quittent leur atelier : «travailler avec les CRS dans la boîte, ça non !».

Mais tout à coup, aux nombreux travailleurs réunis devant l'usine, viennent se joindre d'autres, «l'Acier Outillage Peugeot est avec

nous». Oui, l'usine Peugeot de Valentigney a débrayé, face à l'intervention des CRS. Un meeting se tient. La solidarité des gars de Valentigney fait chaud au cœur des grévistes. «Tous ensemble, on peut tout» dit un retraité des Cycles qui a fait les grandes grèves de 36, «à Peugeot, à tous les patrons, on leur tient le robinet de vie ou de mort».

Un meeting régional doit se tenir avec toutes les boîtes. Il y a eu des débrayages à Pont de Roide et aussi à Sochaux. La solidarité s'organise !

correspondant Besançon

UN CALENDRIER D'ACTIONS DE NOUVEAU CHARGÉ

Le 1er avril : journée d'action CGT-CFDT-FO des wagons-lits ; le 6 avril, rassemblement C.G.T. des «travailleurs de la région parisienne en lutte pour leur emploi» (de 8 h à 15 h, place de l'Opéra) ; le 7 avril, grève de l'EDF-GDF ; le 12 avril, grève des tramways CGT-CFDT...

Correspondant Troyes

LUTTES OUVRIÈRES

Etablissements Georges (Amiens)

FORCER LE PATRON
A NEGOCIER

Trois semaines de lutte, de grève active et aucune négociation n'est encore engagée. Délégations à la Mairie, à la Préfecture, à l'Inspection du Travail, rien n'y a fait ! Comme le dit un ouvrier : «59 grévistes, ça ne les intéresse pas, c'est trop petit». Les ouvriers se sont alors interrogés. Comment forcer le patron à négocier, quels moyens de lutte ? La légalité, à qui sert-elle, sinon au patron ? C'est pour cela que l'Assemblée Générale a décidé d'employer d'autres moyens de lutte et l'a fait savoir.

Mardi matin, le patron a donc été séquestré. Cela s'est passé sans violence. Et il refuse toujours de négocier... C'est le comité d'entreprise et non le comité de grève qu'il veut recevoir. Aussi pour montrer leur «bonne volonté», les ouvriers ont alors décidé de lui envoyer le C.E. pour écouter ce qu'il a à dire, mais il a encore repoussé les discussions...

Durcir l'action, certains ont hésité à le faire «parce qu'il faut rester tous ensemble et que cette unité est capitale», «surtout que l'UL-CGT, quand on va les voir, nous envoie ballader».

UNE SOLIDARITÉ
QUI SE DÉVELOPPE

Bientôt, ce sera le moment de la paie et c'est là que ça va être le plus dur. Pour tenir, des collectes sont organisées et le soutien et la popularisation se développent sur Amiens.

Le Comité de Soutien étudiant, la section CFDT des Allocations Familiales, la CFDT de St Frère à Fixecourt, le PCR... développent leurs collectes, font connaître la lutte. Les travailleurs comptent sur eux pour les aider à tenir le coup jusqu'au bout. Cette solidarité est d'autant plus importante que d'une part la CGT n'apporte aucune aide, que la Mairie (P.C.F.) propose 1 000 F pour l'ensemble des grévistes, et

LA VOIE DE LA LUTTE

A l'appel de la CGT, une manifestation rassemblait, vendredi dernier, deux à trois mille travailleurs du «Parisien Libéré», de Dimpres (usine occupée depuis 10 mois), de Georges, et des délégations de plusieurs usines, de travailleurs du Livre de Paris et d'Amiens, et des étudiants...

Bien sûr, les partis de «gauche», en ont profité pour faire leur publicité, faire passer leurs slogans (vive la CGT, «Union, Action, Programme commun»...). Mais là n'est pas l'important.

Car au milieu de la manifestation, autour des travailleurs de Georges, et de leur comité de grève et de la délégation étudiante, d'autres slogans étaient scandés, une autre combativité, une autre issue à la crise s'exprimait.

C'est en chantant l'Internationale, poing levé, que cette manifestation s'est finie devant la Bourse du Travail où une dernière fois les slogans se sont affrontés : Union, Action, programme commun ou Union-Action-Révolution, c'est bien entre ces deux alternatives que les travailleurs ont à choisir. Les ouvriers en lutte de Georges ont choisi. Pour la première fois, l'UD-CGT et le P.C.F. n'ont pu réduire au silence les révolutionnaires. C'est une première brèche qui a été ouverte.

qu'enfin, c'est la première fois que cela se réalise à Amiens !

Tout cela les travailleurs en sont conscients et c'est pour eux une source d'espoir. Cette Unité Populaire qui se crée peu à peu autour des travailleurs, le durcissement de l'action,

ce sont les seuls moyens pour forcer le patron à discuter. Autour d'un petit patron séquestré et de la lutte d'ouvriers déterminés à vaincre, une solidarité de classe, quelque chose de nouveau, est en train de naître à Amiens.

Correspondant Amiens



Bourgogne-Electronique Dijon

« CE QUI EST CRIMINEL,
C'EST DE PAYER SI PEU
LES OUVRIÈRES »

Les sections syndicales CFDT et CGT de Bourgogne-Electronique viennent de tenir une conférence de presse dans la cantine de l'usine occupée depuis plus de deux semaines. Plusieurs informations et mises au point étaient faites à l'occasion de cette conférence :

• Une délégation (CFDT-CGT-Comité de grève) s'est rendue à la préfecture pour protester contre les calomnies qui circulent sur les grévistes de Bourgogne-Electronique : la direction prétendait que «Les voyous qui occupent l'usine» se préparaient à envoyer un commando saccager la maison de Malot, le chef du personnel. C'est sur la foi de ces mensonges que la préfecture a envoyé plusieurs voitures de flics transformer la résidence de Malot en véritable camp retranché...

• Contrairement à ce qui a été annoncé par «une certaine presse», sur la foi de renseignements pris auprès de la direction, ce ne sont pas 250 grévistes et 1.500 personnes qui veulent travailler à Bourgogne-Electronique, mais très exactement le contraire (les 250 étant bien sur la presque totalité des cadres et des agents de maîtrise). Si la direction était si sûre de ce qu'elle avance, indiquaient les sections syndicales, elle aurait depuis longtemps fait remettre en route son service de ramassage par cars du personnel !

• Toutes ces calomnies sont issues en droite ligne des déclarations de Poniowski qui disait récemment : «L'occupation d'usine est un acte criminel». «Ce qui est un acte criminel, disent les sections syndicales, c'est de payer des ouvrières 1.280 Frs par mois !»

• L'occupation se poursuit et se renforce. Des débats sont organisés à l'intérieur de l'usine sur différents thèmes : aujourd'hui la réforme Haby, avec des enseignants, et les problèmes de la Sécurité Sociale avec des militants syndicaux.

D'autres sont prévus ainsi que l'organisation de nouveaux galas de soutien. Les sections syndicales estiment que les travailleurs de Bourgogne-Electronique possèdent un moyen de pression important avec les stocks dans les magasins. Aucune pièce ne sort depuis le début de la grève et de sérieuses perturbations sont créées dans les autres usines du groupe par le manque de pièces...

(Après la conférence de presse, se tenait devant les grilles, un meeting de solidarité qui aurait normalement dû rassembler de nombreux travailleurs de Dijon, mais qui a été déservi par sa non prise en charge par les Unions Départementales.

CGCT (RENNES) :
CONTRE LE SALAIRE
AU RENDEMENT

Les travailleurs de la CGCT à Rennes ont décidé de couler les cadences en les ramenant à 20% pour faire aboutir quatre revendications : outre la suppression des

avertissements et brimades, l'échelon minimum de 0,3, l'action a pour but d'imposer la suppression du rendement sans perte de salaire. La seule réponse du patron pour l'instant : l'intimidation par l'envoi de lettres recommandées.

POUR UNE LUTTE D'ENSEMBLE DANS LE TRUST C.E.M.

(Cie ELECTROMECHANIQUE)

Depuis la rentrée de septembre 75, les luttes des travailleurs de la CEM se sont multipliées :

- Petercem (Lyon) : contre le salaire au rendement et le chômage partiel
- CEM (Décines) : contre le chômage partiel
- PARVEX (Dijon) : contre 300 licenciements
- CEM (Nancy) : pour les salaires
- Normacem et Electronique (Lyon) : contre la répression, les classifications patronales et pour les salaires.

Les objectifs de ces luttes sont bien évidemment la riposte des travailleurs à la restructuration du secteur Electro-Mécanique, dont la CEM est partie prenante.

UNE RESTRUCTURATION
MASSIVE

* Des investissements importants sont effectués dans les secteurs jugés

«rentables» (nucléaire) ou dans les secteurs des biens d'équipement exportables (centrales électriques, équipements ferroviaires ou de complexes industriels).

* c'est la liquidation par contre des secteurs moins rentables : biens pour la consommation populaire ; lignes d'électro-ménagers, régulation chauffage, contacteurs, micro contacts...

Cela se traduit par l'accélération des cadences, l'automatisation des chaînes de montage, réductions d'horaires, licenciements, salaires de misère...

Ainsi, la direction générale qui avait introduit l'échelle mobile des salaires l'a supprimée : tous les mois seuls 0,5 % d'augmentation sont généreusement «donnés» ! Contre cette restructuration capitaliste, les diverses luttes des travailleurs CEM ont

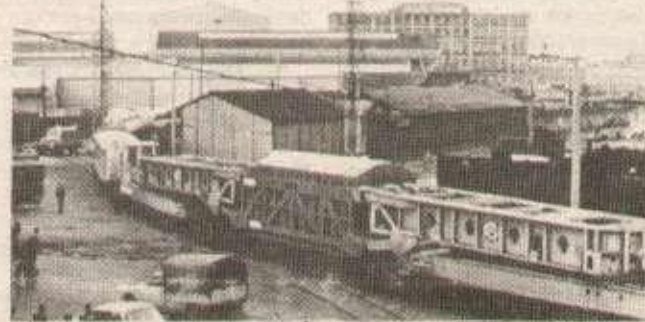
rarement abouti, bien qu'elles aient souvent été dures : occupation, séquestration, grande combativité des travailleurs...

COORDONNER
LA REPLIQUE

Aujourd'hui, «UNE LUTTE D'ENSEMBLE DU TRUST CEM, C'EST POSSIBLE ET C'EST LE MOMENT !» Dans chaque CEM, de nombreux travailleurs ont les yeux tournés vers les autres boîtes, attendant qu'elles démarrent pour rentrer en lutte.

Ainsi, sur Lyon, la grève de NORMACEM contre un fait de répression, les débrayages quotidiens à «Electronique» soulèvent beaucoup d'écho dans les autres boîtes. De plus, à NORMACEM, la bagarre sur les salaires et contre les classifications patronales va s'engager très bientôt.

Mais tout n'est pas encore gagné : de nombreux obstacles sont à balayer, la mobilisation de toutes les usines CEM doit s'intensifier :



Départ d'un transformateur pour la centrale thermique de Cordemais (Loire Atlantique). Pour la CEM, c'est les pièces d'équipement qui rapportent.

* sur des objectifs clairs : 300 F pour tous, 5ème semaine, transports gratuits, cela correspond largement aux aspirations des travailleurs. Alors que le P.C.F. fait le maximum d'efforts pour noyer cette plateforme avec sa foutue grille hiérarchique,

* en répondant aux questions des gars : quelles formes de lutte adopter (occupation de toutes les usines CEM ?). Comment bâtir, dès maintenant, la

coordination, contre les manœuvres du PC et de la CGT ?

Le P.C.F. et la direction CGT qu'il anime savent bien que dans certaines CEM, dont les sections syndicales sont animées par

des syndicalistes révolutionnaires (CFDT Petercem CFDT le Bourget, etc...), il n'aura pas la direction du mouvement. A l'heure actuelle, encore, il s'oppose à la moindre jonction des usines CEM. Ainsi, à Lyon, il y a un mois, lors de la venue du PDG de la CEM, Mr Koch (président de l'Electro-Mécanique I), il a saboté une manif. des boîtes CEM, de peur de ne pouvoir la contrôler.

POUR SURMONTER
LES OBSTACLES

Nous demandons aux sections syndicales et aux travailleurs de la CEM des diverses usines de France (le Bourget, Nancy, Normacem, ...) de prendre contact avec le QdP, d'envoyer le maximum d'informations, de rendre compte par des correspondances de l'avancée des luttes à la CEM :

correspondant CEM Lyon.

POLITIQUE

Comité Central du PCF

UNE DOUBLE IMPASSE

C'est un bien triste bilan de sa situation que le Comité Central du PCF a pu faire hier et avant-hier. Il a analysé les résultats des cantonales, constatant la stagnation du PCF, et les progrès électoraux de son allié. D'autre part, il a vainement essayé de présenter un débouché politique à la situation aujourd'hui. Marchais doit commenter aujourd'hui dans une conférence de presse, les travaux de ce CC.

Le rapport présenté par René Piquet (chef de la section propagande) manque, c'est le moins qu'on puisse dire, d'esprit offensif. Il illustre, peut-être mieux que jamais, la double impasse dans laquelle le PCF s'enferme toujours plus avant, depuis qu'il a redoré le blason de la social-démocratie. Impasse, d'abord, vis-à-vis du PS. Les membres du Comité Central ont dû être bien tristes d'entendre Piquet leur parler de la défection de «30 % environ des électeurs de la gauche non communiste». Tristes aussi de n'y pouvoir rien.

On est loin en effet du Marchais violent qui l'an dernier, à pareille époque, agonisait un Mitterrand «sur de lui et dominateur». Piquet, aujourd'hui, se contente d'une modeste question : «Ne serait-il pas logique que

le Parti Socialiste agisse plus pour que son électorat comme celui du parti communiste soit gagné ?» (à l'évidence qu'il faut reporter les voix sur le candidat de gauche). S'il vous plaît, Mr Mitterrand, ne serait-il pas logique ?

On conçoit que, face à cette dépendance renforcée vis-à-vis du PS, le PCF voit même se développer chez des militants une opposition, une contestation de la ligne d'échec du 21 et du 22^e congrès. Et, quoi qu'en dise Piquet, toutes les voix PCF ne se sont pas reportées sur le PS : les échecs de la stratégie d'union de la gauche, contribuent à ouvrir les yeux à de nombreux militants.

Mais, l'impasse, la dépendance vis-à-vis du PS est aussi d'autant plus forte que le PCF craint à l'extrême le

mouvement de masse. C'est pourtant son seul espoir que de s'appuyer sur lui, de le dévoyer, pour arriver sur ce tremplin au pouvoir, pour monnayer auprès de son partenaire socialiste l'influence néfaste qu'il exerce encore dans les masses populaires. Mais aujourd'hui, le rapport Piquet traduit les hésitations des révisionnistes : faut-il laisser s'élargir les luttes alors qu'elles sont porteuses de nombreux aspects anti-révionnistes, de nombreuses remises en cause de la ligne du 22^e congrès ?

Aussi Piquet se contente de répéter, sans mots d'ordre concrets, des vérités générales : «l'action est nécessaire». Bien sûr, il affirme qu'il «ne saurait être question d'attendre 1978, les élections législatives», mais il est bien flou quand il s'agit de proposer un débouché politique d'ensemble, outre la diffusion d'un million de brochures.

Malgré l'autosatisfaction de commande, c'est donc un PCF craintif, et sur la défensive que nous révèle ce rapport.

Paul LEFORT

MARCHAIS SE DÉMARQUE DU MODÈLE SOVIÉTIQUE

Le PCF fait de sa démarcation d'avec les aspects les plus répugnants du social-fascisme pratiqué à Moscou un point de plus en plus permanent de sa ligne. Kanapa qui en 68 applaudissait des deux mains à la normalisation de Brejnev-Husak en Tchécoslovaquie désapprouve maintenant publiquement «cette variante régionale de l'internationalisme». Marchais hier déclarait que la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien ce n'était plus l'attachement à l'URSS, et que le socialisme qu'ils veulent pour la France sera bien spécifique. C'est le dégoût des travailleurs pour la dictature bourgeoise restaurée en URSS qui les conduit à ces affirmations réitérées de leurs divergences avec le modèle soviétique.

JOURNÉES UDR À SAINT JEAN DE LUZ :

MALGRE LE COORDINATEUR LA GROGNE SUBSISTE

Après une première journée consacrée au tourisme en Pays Basque, les parlementaires UDR ont repris la direction du casino de Saint Jean de Luz, cadre on ne peut mieux choisi de leurs débats. Au programme d'hier, les interventions du secrétaire général André Bord, de Claude Labbé et en fin de journée de Debré.

Les différentes interventions tout comme l'interview de Sanguinetti à Sud Ouest et de Ribes à RTL, ont montré que la satis-

Chirac, la coalition gouvernementale n'aurait pas manqué prochainement d'éclater.

Debré enfin a réitéré sa ferme opposition à l'élection du Parlement Européen au suffrage universel au moment où cette question est débattue par les 9 à Luxembourg.

La nomination de Chirac, comme coordinateur n'a donc rien réglé, l'UDR n'est pas décidée à faire des concessions sur les points qui l'opposent aux autres formations. Ce-



faction de voir Chirac promu au rang de coordinateur n'a pas effacé, loin s'en faut, les contradictions avec certaines orientations de la politique giscardienne. Sanguinetti réaffirme «sans nous la majorité n'existe pas», et reste réservé vis-à-vis du gouvernement actuel et des autres formations gouvernementales : «l'unanimité ça n'existe pas et, quand on la feint, c'est dangereux pour les hommes au pouvoir». Ribes avoue sans détours que sans la nomination de

la promet pour la suite de furieuses empoignades.

Le même jour le Centre Démocrate se réunissait à huis clos au Palais de Luxembourg. Un huis clos destiné à camoufler les discordances causées par la nomination du coordinateur, de ce côté-là, il n'est pas question de se soumettre à l'UDR en particulier sur la question de l'Europe. Chirac qui parlera aujourd'hui devant l'UDR aura donc fort à faire pour concilier les points de vue.

CHINAUD A L'HONNEUR

Le Conseil des Ministres réuni hier a désigné un «Monsieur d'été», pour veiller à l'application de la nouvelle heure légale. C'est Chinaud qui a été désigné pour cette tâche en raison de ses compétences particulières et de son exactitude. Il devra remettre un rapport au gouvernement sur le pourcentage d'application de cette mesure, il sera aidé dans sa tâche par un corps spécial d'inspecteurs qui iront vérifier si les montres et réveils sont réglés à la bonne heure. Le Conseil des Ministres a laissé entendre qu'un «Monsieur heure d'hiver» serait nommé le 25 décembre.

Les patrons des campings menacent de refuser sur les terrains les groupes de moins de 4 personnes et les étrangers, et éventuellement de faire quelques jours de grève. Ils réclamaient du gouvernement l'autorisation de relever leurs tarifs de plus de 30 %, ils n'ont

obtenu que 6 %.

Sachant que le camping est pour des millions de travailleurs le seul moyen de prendre un peu de vacances, ces exploiters voudraient se remplir les poches encore plus rapidement.

SUITE DE L'EDITORIAL

Cela les travailleurs ne peuvent l'admettre : la menace que font peser sur notre pays les rivalités des deux superpuissances US et URSS qui se disputent l'Europe et massent un potentiel agressif dans sa direction, ne saurait nous pousser à accepter la domination de l'une pour mieux fuir l'autre. Une telle «protection» serait un obstacle supplémentaire à la lutte révolutionnaire que mène le prolétariat pour conquérir le pouvoir. C'est pourquoi les vrais communistes qui intègrent la lutte pour l'indépendance nationale à la lutte pour la révolution, dénoncent en même temps les menaces et les ingérences de l'une et de l'autre des deux superpuissances.

● **RÉGION MORTE EN BRETAGNE** : Plusieurs maires de la côte sud de la Bretagne entre Lorient et Douarnenez ont décidé une opération «région-morte» vers la fin avril, pour protester contre la dégradation de la situation des pêcheurs.

INTERNATIONAL

Sahara Occidental

LEREPRESENTANT DEL'ONU RENCONTRE LE F. POLISARIO

Mr. Olof Rydbeck est en route pour les camps de réfugiés sahraouis au sud de Tindouf, en Algérie. A Alger il a rencontré les dirigeants sahraouis présents. Il doit rencontrer le secrétaire général El Ouali prochainement. Le roi du Maroc et Ould Daddah de Mauritanie qui avaient menacé de le déclarer *persona non grata* (indésirable) s'il rencontrait le F. Polisario, perdent petit à petit l'initiative qu'ils avaient au début de la mission de l'ONU sur le terrain diplomatique. Le courage des sahraouis qui ont manifesté lors de son passage à El Aïoun en janvier (50 femmes sont en prison depuis ce moment pour cela), la détermination du militant qui lui a porté une lettre au risque de sa vie, le combat qui se poursuit dans tout le Sahara ont modifié le point de vue qui présidait au début de la mission.

A Bir Anzaran, au Sud du pays, les forces maurita-

niennes ont perdu trente véhicules militaires, au cours d'une bataille de quatre heures dans laquelle quatre positions à l'intérieur même de la ville ont été détruites. Des combats se sont déroulés également dans la région de Haouza au nord-est du pays.

A Tindouf les réfugiés venus des camps d'Oum Dreiga et de Guelta continuent d'arriver. Parmi eux, se trouvait un membre de l'ex-Djemaâ (assemblée mise en place par les espagnols), Mr. Bouba Ould Breïka Abd elKrim. Il a quitté El Aïoun avec sa famille le 27 février après la réunion, combinée par le roi, de quelques membres de cette assemblée qui n'avaient pas encore rejoint le Front. «Nous avons préféré le désert et la mort plutôt que continuer cette vie-là» a-t-il déclaré à son arrivée. Ce sont les soldats du Front qui l'ont pris en charge et lui ont permis de se joindre au convoi des réfugiés.

Espagne DEUX MANIFESTATIONS INTERDITES

Le gouvernement espagnol a décidé d'interdire deux manifestations. La première est la manifestation qui devait se dérouler samedi, à l'appel des partis de gauche et d'organisations révolutionnaires, pour la liberté et l'amnistie de tous les prisonniers politiques. La seconde est la contre-manifestation des anciens combattants fascistes qui descendaient dans la rue «contre la tolérance à l'égard des forces subversives».

En interdisant la manifestation pour l'amnistie, à laquelle auraient sans doute participé des milliers de personnes Juan Carlos veut empêcher le mouvement populaire de remettre en cause les limites étroites dans lesquels s'effectue la préten-

due libéralisation du régime, à l'heure où celle-ci s'accompagne d'arrestations. Quatre responsables de la «coordination démocratique» arrêtés lundi étaient encore en prison hier.

L'interdiction de la manifestation fasciste vient aggraver les contradictions entre le gouvernement de Juan Carlos et le Bunker, qui exige la poursuite de la politique franquiste. Celui-ci commence à s'en prendre ouvertement au gouvernement qu'elle accuse de trahir le franquisme. Mais en même temps cette décision indique que les ultras du franquisme n'ont plus aujourd'hui le poids qu'ils avaient avant la mort de Franco quand ils organisaient sur la place d'Orient une grande parade fascis-

te, après l'assassinat de nos cinq camarades, en octobre dernier.

La fraction de l'oligarchie qui promet des réformes tout en poursuivant la répression domine aujourd'hui au gouvernement, et sa décision est à l'image du projet de Juan Carlos, qui essaie de sauver du naufrage l'oligarchie : d'une part maintenir l'essentiel des acquis du fascisme en limitant au maximum les libertés démocratiques pour les masses d'autre part s'assurer un visage libéral en gommant les formes les plus criantes du fascisme, notamment l'interdiction des partis pour rallier l'oligarchie des couches de la bourgeoisie et de la moyenne bourgeoisie.

G. CARRAT

INTERNATIONAL

PALESTINE OCCUPÉE

APRÈS LE SUCCÈS DE LA JOURNÉE DE LA TERRE



Les informations parvenues de Palestine occupée le mercredi 31 mars, lendemain de la puissante mobilisation pour la Journée de la Terre, montrent l'importance qu'a revêtu cette journée. En effet, le mercredi matin, les forces de répression sionistes poursuivaient les arrestations contre la population arabe palestinienne qui s'était soulevée la veille. Et si les forces armées d'occupation ont bien quitté les villages dans lesquels elles avaient «opéré» la veille, elles ne s'en sont pas trop éloignées, prêtes à remettre en route leur machine de guerre contre les participants aux funérailles des 7 Palestiniens assassinés le 30 mars. Bien que la situation soit apparemment devenue calme, le 31 mars, pour le peuple palestinien vivant sous l'occupation la lutte n'est pas finie, elle va maintenant se poursuivre

sur de nouvelles bases, celles d'une confiance renforcée en la victoire. Pour lui, la Journée de la Terre a marqué comme une renaissance de la Palestine, c'est le peuple tout entier, dans les écoles, les usines, les villages, les boutiques qui a affirmé, ce jour-là, sa nationalité palestinienne, son refus de la domination sioniste comme des solutions capitulaires visant à confier l'administration des territoires occupés depuis 67 à la Jordanie, ou à trouver une «solution» mi-chèvre mi-chou permettant aux sionistes de perpétuer leur domination fasciste sur une partie au moins de la Palestine.

Cette volonté de récupérer toute leur patrie, de combattre jusqu'à l'écrasement le règne d'«Israël», le peuple palestinien l'a montré avec éclat le 30 mars ; il l'a même payé, une fois de plus, de son

sang puisque 7 Palestiniens ont trouvé la mort dans les affrontements avec la police et l'armée israéliennes, puisqu'il y a eu des dizaines de blessés. L'importance de cette journée, on l'a bien vue à travers l'immense mobilisation populaire, mais on la voit aussi dans l'affolement des autorités sionistes, dans la peur de ses hommes de troupe et de ses policiers tout au long des affrontements.

Interrogé par des journalistes au lendemain des événements, M. Tolodano, conseiller du premier ministre sioniste pour les «affaires arabes» a déclaré : «Je crois que ces événements vont d'abord provoquer chez les Israéliens un sursaut qui peut être bénéfique : ils vont prendre conscience de l'existence d'un problème». Naïveté ou affolement ? La réponse est claire : affo-

lement. Pour la première fois depuis 48, l'occupant sioniste s'est trouvé affronté, le 30 mars dernier, à la mobilisation massive de toute la Palestine occupée, qu'elle le soit depuis 1948 ou depuis 1967. Pour «Israël», la Journée de la Terre a montré l'échec de ses tentatives de division du peuple palestinien, l'impossibilité d'annihiler l'identité nationale du peuple arabe de Palestine, musulmans, chrétiens, juifs et athées mêlés. S'ils ont pris «conscience d'un problème» le 30 mars, c'est bien de celui de leur échec qu'il s'agit ; les sionistes peuvent bien aujourd'hui renforcer la répression : arrêter, emprisonner, torturer, exiler, ils ne viendront jamais à bout de la résistance d'un peuple qui, aujourd'hui, est de nouveau uni pour la victoire.

PALESTINE VAINCRA !

Meeting de solidarité à la Mutualité

C'est plus de 1 500 personnes qui s'étaient retrouvées ce mardi 30 mars à la Mutualité pour célébrer la puissante mobilisation des masses arabes en Palestine occupée. Rarement meeting a montré un tel enthousiasme. Il était clair pour tous ceux qui se trouvaient là que la Journée de la Terre ferait date dans l'histoire du peuple palestinien, dans la lutte qu'il mène pour arracher sa patrie à la domination raciste des sionistes d'«Israël».

A la tribune, les interventions se sont succédées, affirmant toute leur admiration devant le succès de la Journée de la Terre, leur confiance en la victoire de la Révolution Palestinienne. Le représentant de l'OLP à Paris, Ezzedine Kalak, prenait la parole sous les ovations enthousiastes des participants qui scandaient longuement «Palestine vaincra !». Dans son intervention, celui-ci affirmait la volonté du peuple palestinien de recouvrer sa patrie dans sa totalité. Rendant hommage à Ali Hussein Afana, cet enfant de onze ans mort sous les balles sionistes, le 17 mars dernier, il montrait que c'était tout le peuple, jeunes, femmes, hommes et vieux qui aspiraient à l'établissement d'un Etat laïc et démocratique en Palestine. Il dénonçait les mensonges propagés tant par la presse bourgeoise, de France ou d'ailleurs, que par les politiciens, qui cherchent à faire croire que ce soulèvement de toute la Palestine occupée, le premier depuis 1948, n'avait rien à voir avec le combat de l'OLP niant sa représentativité du peuple palestinien, prétendant qu'il ne fallait voir là qu'un problème interne et passer pour «Israël».

Le 30 mars 76 a donc été une grande journée pour tout le peuple arabe de Palestine occupée, mais il aura permis de montrer aussi que la solidarité internationale se développe avec force, le meeting, organisé à Paris par la GUPS l'a clairement démontré.

PROVOCATIONS
SIONISTES CONTRE
LE MEETING
CÉLEBRANT
LA JOURNÉE DE
LA TERRE

La puissante mobilisation des masses palestiniennes a bien sûr exaspéré les groupuscules qui, en France, tentent encore de propager «l'idéal sioniste». Intimidés par le caractère de masse du meeting, ils n'ont pas osé tenter d'empêcher son déroulement. Mais toute la soirée des petits groupes d'individus ont déambulé dans les rues autour de la Mutualité, tentant de déjouer la vigilance du service d'ordre, ils ont agressé des personnes isolées qui se rendaient au meeting. Peu avant la fin de la soirée, deux individus masqués circulant à moto ont tiré deux coups de fusil en direction des fenêtres du premier étage !

Ces pratiques de gangsters et ces provocations révèlent en fait l'impuissance des sionistes qui, à court de mensonges, ne peuvent plus dissimuler leur véritable nature de bandes fascistes et racistes.

LIBAN : MULTIPLES INTERVENTIONS POUR SAUVER LES PHALANGES

Les combats se poursuivent au Liban. Kamal Joumblatt, leader des forces progressistes a cependant déclaré : «Sans le blocus sur les armes que la Syrie nous a imposé nous aurions depuis longtemps réglé la situation». Selon ses déclarations, celle-ci «a confisqué quatre milles armes, sept millions de cartouches et un grand nombre de mortiers. En clair, le gouvernement syrien est accusé d'empêcher la liquidation des forces phalangistes».

17 000 soldats syriens seraient massés à la frontière libanaise. Cependant l'éventualité d'une intervention syrienne entraînerait une intervention israélienne. Tout en apportant leur soutien aux propositions de cessez le feu, les Etats-Unis ont déclaré qu'ils s'opposaient à toute intervention extérieure. En effet, cela remettrait en cause toute leur politique à l'égard des pays arabes en les obligeant à intervenir pour soutenir Israël, face aux pays arabes.

Les Etats-Unis ont envoyé leur flotte de Méditerranée croiser au large du Liban. Dans le même temps un médiateur U.S. a été envoyé en mission au Liban pour favoriser le cessez le feu. Hussein de Jordanie qui se trouve à Washington a signé un com-

munique avec Ford dans lequel ils affirment : la nécessité d'une fois d'un cessez le feu et d'une solution politique de base qui assurerait la sécurité de tous les groupes libanais. De son côté Sadate affirme qu'il est d'accord pour l'envoi d'une force armée arabe «à condition que ce soit en accord avec les autorités du pays», sans doute veut-il dire Franglé, le président qui s'est placé sous la protection des phalanges.

De son côté le secrétaire général de l'ONU a demandé au conseil de sécurité de se saisir du dossier du Liban. Cette initiative a aussitôt été condamnée par Kamal Joumblatt et Rachid Karamé, l'ancien premier ministre démissionnaire. «C'est un précédent que ne sauraient ac-

cepter les Etats qui accordent quelque valeur à leur indépendance et à la souveraineté nationale et à la non ingérence dans leurs affaires intérieures».

L'ensemble de ces interventions, dont l'appel lancé par le gouvernement français, cherche à sauver les phalanges. Dans ce cadre va-t-on voir l'armée syrienne intervenir pour imposer «une solution politique» qui assure leur survie ? Les Etats-Unis en massant leur flotte, montrent qu'ils ne sont pas prêts à accepter une telle intervention qui ruinerait leur politique de petits pas en direction des pays arabes. C'est sous la double menace des forces syriennes et des forces américano-sionistes que le peuple libanais doit poursuivre son combat. Et ce combat c'est celui de tous les peuples arabes de la région. La victoire du peuple libanais signifierait l'intervention d'une force nouvelle dans la lutte contre l'Etat d'Israël, qui menace tous les pays voisins, dont le Liban.

● **TURQUIE-USA** : «Si le congrès modifie l'accord (signé avec Kissinger) les bases ne rouvriront pas» déclare le premier ministre des affaires étrangères de Turquie, qui a révélé qu'en dehors de l'aide de 1 milliard de dollars en quatre, son pays a reçu un crédit annuel de 70 millions de dollars de la part de la banque US d'import-export pour des achats d'armements pendant la durée de l'accord... L'accord comprend 36 avions de combat, 72 hélicoptères, 3 destroyers, deux sous-marins, tandis que les vingt-six bases militaires sont placées sous le contrôle complet de la Turquie.

● **EGYPTE-RFA** : Schmidt et Sadate sont arrivés à un entier accord sur les problèmes politiques. La RFA a approuvé la politique de Sadate à l'égard d'Israël. Dans le domaine économique, la RFA aidera à la reconstruction de l'Egypte, investira dans des entreprises en Egypte. Par contre il n'y a pas eu d'accord militaire. La RFA n'a pas donné son accord pour la livraison d'armes à l'Egypte.

en bref... en bref...

● **LOCKEED-EGYPTE** : Selon un hebdomadaire libanais Madame Sadat serait impliquée dans l'affaire des pots de vin versés à Lockheed. Le ministre des affaires étrangères égyptien aurait fait des démarches pour que cela reste secret.

● **ZONE FRANC** : Les ministres des finances de la zone franc ont examiné pendant deux jours la situation créée par la flottaison du franc. Ils ont également décidé de se rencontrer à la veille de la CNUCED et sur le dialogue Nord-Sud.

LIRE ET RELIRE

ABDELATIF LAABI

LA POESIE PALESTINIENNE DE COMBAT

LA VOIX DU PEUPLE PALESTINIEN

Actuellement, ils sont plusieurs centaines de milliers à vivre en Palestine occupée et à se battre contre l'oppression, l'humiliation, la tentative d'anéantissement de leur culture et de leurs sentiments nationaux.

Les poèmes réunis dans cet ouvrage - tous écrits par des poètes palestiniens vivant en Palestine occupée - témoignent de cette lutte ; ils constituent un défi, une attestation de présence et de permanence du peuple Palestinien, en même temps qu'un appel à la libération du joug sioniste.

CETTE TERRE EST MA PASSION

La stratégie sioniste tente de faire du peuple palestinien un peuple sans terre. Chaque jour nous apporte de nouveaux exemples de la répression quotidienne exercée sur les paysans palestiniens dans les territoires occupés (expulsions, dynamitages de maisons, brimades, etc...) mais aussi la résistance des masses contre ceux qui veulent voler leurs terres.

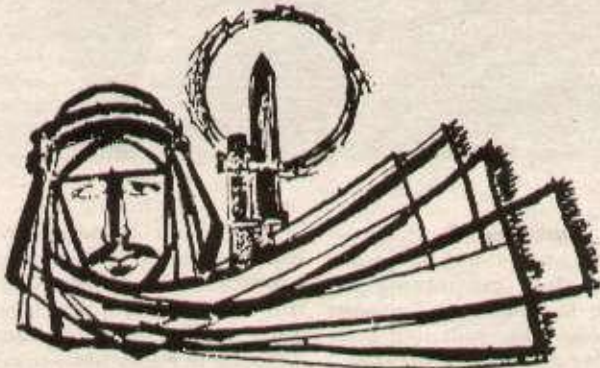
La poésie palestinienne se fait l'écho de cette détermination à rester :

*Nous sommes les gardiens de l'ombre
des orangers et des oliviers...
si nous avons soif nous presserons les pierres
nous mangerons de la terre si nous avons faim
Mais nous ne partirons pas
et nous ne serons pas avarés de notre sang.
Ici
nous avons un passé
un présent
Ici
est notre avenir.*

Dans ces poèmes, revient ainsi constamment le thème de l'indissolubilité des liens unissant le peuple à sa terre, à sa patrie, alors même qu'il en est dépossédé.

Ce double sentiment, à la fois de l'enracinement et de la dépossession s'élargit en un appel à la révolte :

*«Tu m'as spolié des vignes de mes ancêtres
et de la terre que je cultivais
avec mes enfants...
prends garde... prends garde
à ma faim et à ma colère.*



Des poèmes, tels que celui de Fawda Touqan exaltant l'exemple d'un fédayi mort héroïquement au combat, reflétant ainsi la voie sur laquelle s'est engagé le peuple palestinien, depuis 1967 surtout : celle de la lutte pour la libération de la terre palestinienne, «une terre que la mort ne vaincra jamais».

«OUI, ARABES, ET NOUS EN SOMMES FIERS»

Pour les sionistes, il ne suffit pas de dépouiller le peuple palestinien de ses terres, l'Etat d'Israël, reposant sur l'idée d'une supériorité raciale et culturelle «juive», vise l'anéantissement du patrimoine culturel et du sentiment national palestinien ; doit disparaître jusqu'au souvenir de l'histoire et de la culture de ce peuple.

*«L'archéologue est occupé à analyser les pierres
il cherche ses yeux dans les ruines des légendes
pour prouver
que je suis un passant dans le terroir, sans témoins
et que je n'ai pas mon mot à dire
dans l'histoire de la civilisation...»*

Face à cette entreprise de mystification idéologique, la poésie palestinienne puise son inspiration dans l'histoire et la culture du peuple pour exalter le sentiment de son existence nationale ; elle se fait la mémoire du peuple :

*«Tant qu'il reste dans mon pays des mots arabes
et des chansons populaires
tant qu'il reste des manuscrits de poèmes
et les contes d'Antar Al Absi
tant qu'il me reste des yeux
des livres
des mains
tant qu'il me reste le souffle
je le proclamerai à la face de l'ennemi...»*

Ainsi, la poésie palestinienne révèle l'impuissance du sionisme à couper le peuple arabe de ses racines historiques et culturelles. C'est une poésie authentiquement nationale par la source de son inspiration (l'histoire arabe, la lutte actuelle du peuple, la terre, dont l'olivier est souvent le symbole...) et par le recours à des formes de la poésie populaire arabe. La culture du peuple palestinien trouve ici un souffle nouveau, en même temps que le poète retrouve sa fonction traditionnelle de porte parole de son peuple.

A travers ces poèmes, poèmes de combat et d'espoir, c'est le peuple palestinien qui se bat, jusqu'à la libération finale de sa patrie.

Catherine Lemel

éditions Pierre-Jean OSWALD - 9,90 F.

CINEMA

«La meilleure façon de marcher» un film de C. Miller

DEUX FAÇONS DE "MARCHER"

La meilleure façon de marcher, pour Marc, moniteur dans une colonie de vacances en Auvergne, c'est de marcher au pas. Pour Philippe, fils du directeur, lui aussi moniteur, ce n'est pas le cas. Intellectuel, rêveur, complexe, à la recherche d'un autre type de rapport avec les enfants, Philippe est l'antithèse vivante de Marc. Le point de départ du film se situe lorsque Marc entre à l'improviste dans la chambre de Philippe et découvre celui-ci habillé en femme. A partir de là, des rapports ambigus se nouent entre les deux moniteurs, Marc cherchant à humilier et à persécuter Philippe qui se laisse faire, jusqu'au jour où, à l'occasion d'une fête costumée qui clôt la colonie, il retourne la situation en sa faveur.

LE «FASCISME QUOTIDIEN»

A en croire son auteur, «La Meilleure Façon de Marcher» est un film sur le fascisme quotidien, incarné par le personnage de Marc. La

première limite du film est d'avoir situé le conflit au niveau de deux personnalités (les autres personnes n'étant là que pour cristalliser les rapports qui se nouent entre Marc et Philippe), sans expliquer les racines de leur comportement : leur éducation, leur situation sociale (qui n'est qu'esquissée dans le film)... Les deux personnages qui s'affrontent sont au fond deux variantes des clichés diffusés par la société actuelle : l'«intellectuel» rêveur, coupé des réalités concrètes, le «poujadiste fier à bras» futur employé d'une agence immobilière, comme nous le montre la dernière scène.

D'autre part, en réduisant l'univers du film à la colonie de vacances, l'auteur fait de son histoire un cas particulier propre à l'adolescence. La toute dernière séquence, extrêmement pessimiste, nous montre Philippe et sa fiancée, retrouvant Marc quelques années plus tard. Les rapports entre les personnages sont devenus tout à fait différents. Les contradictions qui existaient ont été étouffées au profit d'une sorte de

« coexistence pacifique », d'une «normalisation».

L'INTOLÉRANCE DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE

Le film de C. Miller reflète un problème bien réel : celui de l'intolérance de la société impérialiste, pour tout ce qui n'est pas conforme à ses règles, ses normes. Le racisme anti-jeunes, par exemple, est une des manifestations de cette intolérance. Mais ce phénomène idéologique a des racines bien réelles : la division en classes de la société, la dictature exercée par la bourgeoisie sur les masses populaires. Partant de ce point de vue, la lutte pour des rapports harmonieux entre les individus est indissociable et subordonnée à la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société. C'est ce que l'auteur se refuse à envisager. Or se contenter de «laisser les spectateurs tirer eux-mêmes la conclusion qui s'impose» (voir entretien avec l'auteur), n'est-ce pas, en quelque sorte, plier le genou devant le point de vue de la classe dominante ?

J. P. BOULOGNE

Entretien avec Claude Miller

- Quel a été le point de départ de ton film, quel en est réellement le sujet ?

Le point de départ, c'est la lecture d'un texte de Bergman où celui-ci parle de l'humiliation. Au premier degré, mon film traite de l'intolérance sexuelle, bien qu'on ne dise jamais clairement dans le film que Philippe est un homosexuel. Mais, pour moi, le film doit résonner plus loin. C'est un peu comme une pierre lancée dans un étang et qui crée des cercles qui vont en s'élargissant. Marc est l'image d'un certain fascisme quotidien, et pas seulement sur le plan sexuel.

- La situation de classe de tes personnages n'est pas toujours clairement précisée. On sent bien que Marc est d'un milieu plus défavorisé que Philippe...

Le fascisme se forme aussi dans des classes défavorisées. Il y a un autre personnage dont l'origine est clairement précisée : c'est Chan-

tal, la fiancée de Philippe. Ses réactions sont des réactions de classe. J'ai cherché à en faire une jeune fille de la bonne bourgeoisie, à travers sa façon de s'habiller, de parler, d'écrire. De toutes façons, mes personnages ne sont jamais simples. J'aime les personnages complexes, contradictoires. Par exemple, Philippe est loin d'être un personnage positif ; il n'est pas franc du collier, il est fasciné par Marc, et, en même temps, rongé par la peur que celui-ci le dénonce.

- Tu as choisi comme cadre de ton film une colonie de vacances. Or, en fait, le thème des rapports entre moniteurs et enfants est très peu traité, alors qu'il permettrait d'expliquer certaines situations...

Contrairement à ce qu'ont pu dire certains critiques, mon film n'est pas un film sur les colonies de vacances. Si j'ai choisi ce cadre, c'est parce qu'il évoquait pour moi

un souvenir d'humiliation, et pour relier la sexualité des adultes au monde de l'enfance. De plus, la colo donne la possibilité de faire éclater toutes les contradictions entre les personnages.

- En réduisant le conflit à deux personnalités, est-ce que tu ne désamorces pas la portée de ton film ?

Le cinéma que j'aime, c'est celui qui fait tenir à ses personnages un discours terre à terre, proche de la réalité. J'ai peur du cinéma «de discours» et je ne me sens pas capable de faire «Spartacus» ou «La vie de Rosa Luxembourg». Ce que je veux, c'est engendrer une problématique qui fasse réfléchir les spectateurs, mais je ne veux pas tirer une conclusion à leur place. Ce qui se passe dans le film est désolant, mais ce n'est pas à moi de proposer des solutions pour changer la situation.

Le 18 mars 1871, les ouvriers de Paris s'insurgeaient contre le pouvoir bourgeois. Pendant 72 jours le peuple allait exercer son pouvoir. Nous avons déjà relaté les journées héroïques des 18 et 26 mars. Aujourd'hui, en retraçant la vie d'Eugène Varlin, c'est le portrait d'un des principaux chefs ouvriers de la Commune, membre de la Première Internationale, que nous présentons.

L'OUVRIER COMMUNARD

Eugène VARLIN

Retracer la vie d'Eugène Varlin dans le cadre restreint d'une page de journal est quasiment impossible car elle est étroitement liée, cette vie d'ouvrier relieur et de membre de la Première Internationale, à tous les événements majeurs du mouvement ouvrier sous le Second Empire, depuis la première rencontre des travailleurs français et anglais à Londres en 1862, jusqu'à la prise du pouvoir lors de la commune de Paris.

Fils de paysans pauvres

Il naquit en 1839, dans la région parisienne (à Voisins). C'était un fils de paysans pauvres puisque son père louait ses bras comme ouvrier agricole et ne possédait point de cheval pour cultiver, après ses interminables journées de travail, quelques lopins durement acquis de génération en génération.

Varlin aurait pu succéder à son oncle et devenir un petit patron relieur. Mais il refuse, ne voulant point, dit-il, exploiter les ouvriers. Il quitte donc à 15 ans l'atelier de son parent et va poursuivre ailleurs son apprentissage.

Le peu de temps que lui laissent 12 à 13 heures de labeur quotidien, il le consacre à s'instruire.

Et, très vite, il lie cet approfondissement des connaissances à l'action collective de ses camarades relieurs : dès 1857, il adhère à la société des relieurs (seule structure d'association à une époque où étaient interdits à la fois le syndicat et la grève) ; et il œuvre très activement pour que les ouvriers gèrent eux-mêmes cette sorte de Mutuelle.

«L'un des plus dangereux»

C'est en effet que le mouvement ouvrier s'intensifie et s'organise. Le pouvoir impérial obligé de lâcher du lest, envoie une délégation ouvrière à l'Exposition Universelle de Londres, ce qui permet rencontres, discussions, projets d'association entre ouvriers anglais et français. Et c'est en 1864 que sera créée la Première Internationale. Cette même année, Napoléon III est acculé à céder le droit de grève (supprimé depuis la loi Le Chapelier de 1791).

Les ouvriers relieurs en profitent aussitôt pour déclencher une grève longue, dure, et victorieuse. Varlin joue un rôle très important dans cette lutte et la police impériale le fiche dès lors comme «l'un des plus dangereux».

La radicalisation de Varlin durant cette grève l'amène à s'inscrire dès janvier 1865 à la section parisienne de l'Internationale.

A la pointe du combat

Il semble que, dès lors, Varlin, ayant trouvé des structures organisationnelles convenant à sa volonté de lutte, brûle les étapes de la prise de conscience et se donne au-delà de ses forces au combat ouvrier.

Il est important de préciser qu'il n'était pas une exception ; mais qu'ils étaient nombreux à donner comme lui leur temps et leurs forces sans compter pour que s'organise et se renforce la classe ouvrière. Mais Varlin avait ce je ne sais quoi de plus dans l'élan fraternel et révolutionnaire qui donne un caractère exemplaire à sa vie.

Avec ses camarades de l'Internationale, il va donc mener le combat sur plusieurs fronts : développer l'information sur les luttes en créant des journaux (éphémères parce que rapidement interdits) ou en écrivant dans ceux fondés par les Internationaux de Belgique ou de Suisse ; soutenir les grèves en France et à l'étranger, non seulement par des collectes, mais aussi en se rendant sur place pour discuter avec les

travailleurs et en utilisant au maximum les médias de l'époque, c'est-à-dire la presse, faisant passer des communiqués, des appels.

Un des points forts de cette activité de soutien fut lors de la grève des ouvriers du bâtiment à Genève, au printemps 68 : bien qu'officiellement la section parisienne soit dissoute, en tant qu'association illicite, par le pouvoir impérial, elle va mobiliser toutes ses forces - Varlin en tête - pour faire triompher cette grève qui est en réalité une grève politique puisque les patrons genevois voulaient interdire à leurs ouvriers l'adhésion à l'Internationale.

Trop ouvertement bafoué, le pouvoir impérial est contraint de lancer une seconde inculpation contre la section parisienne de l'Internationale.

Et c'est Varlin, inculpé avec ses camarades, qui est chargé d'assurer la défense collective, ce qui est bien le meilleur signe de la confiance que lui accordent les Internationaux.

«L'Internationale fait ici des prodiges»

Après avoir passé à Ste Pélagie, les trois mois de prison auxquels ils avaient été condamnés, Varlin et ses camarades vont reprendre la lutte de plus belle.

Les grèves se multiplient dans tous les secteurs. Il faut donc les soutenir ces grèves, mais aussi créer des structures solides d'organisation pour préparer la révolution et, plus encore, l'après-révolution. Car c'est un des grands soucis de Varlin : que se passera-t-il après la prise du pouvoir ? Les travailleurs sont-ils préparés à gérer ce pouvoir ?



Autre préoccupation majeure de Varlin et des Internationaux : regrouper les sociétés ouvrières des différents métiers, les fédérer sur le plan national, ce qui n'était pas une mince tâche car la structure même des corporations avait cloisonné les travailleurs, les isolant dans le ghetto des spécificités professionnelles. Toutefois, l'extraordinaire montée des luttes va favoriser cette unification, sous l'impulsion de l'Internationale.

«L'Internationale fait ici des prodiges, écrit de Paris Laura Marx à son père. «Les ouvriers nourrissent manifestement une confiance sans bornes dans l'Association ; des sections se forment chaque jour».

«Gare au bouillon rouge !»

Comme le souligne Vallès dans «L'insurgé», cette montée des luttes et plus encore cette organisation des luttes au-dessus

même des frontières grâce à l'Internationale provoquent une peur panique chez la classe dominante européenne et la pousse au «bouillon rouge» de la guerre pour casser cet internationalisme ouvrier.

Et c'est la France qui le 19 juillet 1870 joue la carte de la guerre : le Second Empire espère aussi redorer son blason par une action militaire brillante et facile.

L'on connaît la suite de l'histoire : la débâcle des généraux, la capitulation de Sedan, le Second Empire qui s'écroule dans la boue et la honte. Varlin ne participe pas à cette débâcle car il a dû s'exiler en Belgique, au printemps 70 pour échapper aux poursuites du pouvoir.

Pendant le siège de Paris

Mais dès qu'il apprend la chute de l'Empire, il rejoint Paris. Un Paris assiégé par l'ennemi, aux prises avec la faim et le froid ; il mesure la difficulté de la situation, mais reprend la lutte : il va regrouper les forces militaires de son quartier, le VI^e arrondissement et sera élu chef du 193^e bataillon. Dans d'autres quartiers, les Internationaux effectuent le même travail.

Il s'occupe de l'organisation du ravitaillement, lance l'idée de cantines populaires, se tourne également vers les problèmes de l'emploi, en organisant des ateliers de couture permettant aux femmes de gagner un peu d'argent en cette période de chômage.

Après l'armistice (28 janvier 71), il se présente aux élections sur la liste «des candidats socialistes révolutionnaires», mais ce sont les bourgeois démocrates qui l'emportent, du genre Gambetta ou Victor Hugo.



Elu dans 3 arrondissements

Le dimanche 26 mars, jour des élections de la Commune, fut vraiment pour Varlin une consécration populaire de sa pratique militante puisqu'il fut le seul à être élu dans 3 arrondissements, avec le dixième des voix de tous les électeurs parisiens. Les travailleurs, par ce vote massif, lui manifestaient à la fois leur estime et leur confiance.

«Ce mort-là est tout aux ouvriers»

Il a donc de lourdes responsabilités au moment où l'état versaillais va se resserrer autour de Paris. Et ce fut le 21 mai que l'armée de la bourgeoisie pénétra dans la capitale.

Dans la lutte du désespoir qui se mena pendant la Semaine Sanglante, Varlin se multiplia : l'homme d'étude, de propagande et d'organisation se montra à la hauteur des tâches qui lui étaient confiées.

Et en effet de ce dimanche 21 au dimanche suivant, il ne cessa d'organiser la résistance de quartier en quartier.

Il veille à ce que de solides barricades soient érigées rue de Rennes, rue de Vaugirard, puis dans le Nord-Est de Paris ; il s'occupe avec Courbet du relèvement des familles qui abandonnent les quartiers occupés par l'armée de la répression. Après la dernière réunion de la Commune, le 25 mai, à la mairie du XI^e, il remplace comme délégué à la guerre, Delescluze mort sur une barricade. Jusqu'à la fin, il signe des ordres, fait battre le rappel pour rassembler les bataillons.

Et quand disparut, le 28 mai, le dernier noyau de résistance, il ne chercha pas à fuir, estimant sans doute juste d'être solidaire jusqu'au bout de ces milliers de communards anonymes, des ouvriers comme lui, ayant sacrifié leur vie pour la Révolution.

«Place Cadet, il fut reconnu par un prêtre qui courut chercher un officier», écrit Lissagaray. Conduit à Montmartre, il y fut exécuté aussitôt. Bien que durement battu, avant de tomber sous les balles versaillaises, il cria «Vive la Commune».

«Un des premiers au 18 mars, au labeur pendant toute la Commune, il fut aux barricades jusqu'au bout. Ce mort-là est tout aux ouvriers».

Paule SACONNET

à paraître prochainement dans la collection «le peuple prend la parole» (collection qui a déjà publié le livre de Norbert Truquin et de larges extraits des œuvres de Flora Tristan). Le communard Eugène Varlin : Pratique militante - Ecrits (10 F)

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

A propos du film TV,
«La mort en silence»

Nous avons regretté de ne trouver dans le Quotidien du Peuple du 24 mars que la critique du film «Charly» passé à la télévision le 22 mars. Ce même soir passait en effet, sur la deuxième chaîne, une émission sur la famine au Bangla-Desh «La mort en silence», absolument révoltante par la réalité qu'elle décrivait et par le point de vue adopté par les auteurs de l'émission.

La réalité décrite dans ce film, c'est la mort de centaines de milliers de bengalis, par des images dont le silence était difficilement supportable : interviews de paysans obligés de vendre à bas prix leur terre qui ne peut plus nourrir leur famille, le sinistre bilan des morts et des vivants (disons des rescapés) dans chaque famille, la migration de ces paysans vers la ville où ils restent parqués dans les gares, les camps et meurent là, en tas, les parents portant leurs enfants morts et l'enfant hurlant pour relever sa mère qui tombe de faiblesse, au bord de la mort. C'est aussi les femmes qui se battent follement pour s'arracher les quelques galettes distribuées par les «secours» internationaux ! C'est enfin la religion qui sert à faire accepter tout cela par le peuple.

Mais plus révoltant encore est le point de vue adopté dans ce film. Pour les auteurs en effet :

• Les paysans sont obligés de vendre à bas prix leur terre. Pourquoi ? A qui ? Un de ces profiteurs nous est montré rapidement dans ce film alors qu'ils sont plus de 40 millions. Il faudrait donc limiter les naissances !

• Les paysans sont obligés de vendre à bas prix leur terre. Pourquoi ? A qui ? Un de ces profiteurs nous est montré rapidement dans ce film qui esquive toutes les questions gênantes. Rien d'autre n'est dit sur le pouvoir politique qui favorise une telle extermination. Car le film parle tranquillement d'une extermination de tous ces paysans qui n'auraient plus leur place dans une agriculture modernisée, extermination qui apparaît elle aussi, comme un cataclysme inéluctable historiquement !

• Le peuple bengali nous est montré comme un troupeau abêti par la faim qui n'aurait plus rien d'humain, qui accepterait passivement cette mort.

• Quelle solution à tout cela ? La «Solidarité internationale» et l'armée du salut, qui est seule montrée dans le film comme s'intéressant au sort du peuple bengali !

QUE DE QUESTIONS A PARTIR D'UN TEL FILM !

1- Que dire de cette fameuse «Lutte de libération nationale» dont on nous a rabattu les oreilles il y a quelques années et qui aurait libéré le peuple bengali du joug du colonialisme pakistanais ! Un paysan souligne dans le film qu'avant, au moins, il arrivait à vivre sur sa terre et que maintenant tout est pire. Ne serait-ce pas par hasard qu'une exploitation plus féroce encore est maintenant mise en place par une nouvelle bourgeoisie ? Ne serait-ce pas qu'un certain impérialisme soviéto-indien met ce pays en coupe réglée ?

2- La famine est-elle un «cataclysme» ? La réalité qui nous était montrée ce soir-là à la TV, n'était-elle pas celle du peuple chinois avant sa libération ? Là aussi on déclarait que la terre chinoise ne pouvait pas nourrir son peuple, que les famines étaient inéluctables.

3- Le peuple bengali n'a-t-il engagé aucune lutte pour se libérer de cette exploitation particulièrement féroce ? Les partis politiques, dit le film, planent complètement au-dessus de la réalité qui nous était montrée. On n'a guère de peine à le croire en ce qui concerne les partis bourgeois. Mais n'y a-t-il rien d'autre ?

Voilà des questions qui devraient être abordées dans le Quotidien du Peuple à partir d'une émission qui avait le mérite de provoquer l'indignation de quiconque la regardait.

Hervé et Martine. Paris 17^{ème}

Pour soutenir
le Quotidien du Peuple

Je donne :

100 F 50 F 10 F F

Nom.....
Adresse.....
Profession.....
Envoyer au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cédex 19
CCP n°231 32 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 75924 - Paris Cédex 19 - CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

CHEMINOTS
DRESSONS ENSEMBLE
NOTRE BILAN !

(A l'initiative des cheminots du
PCRml et de syndicalistes
révolutionnaires de Lyon)

—SNCF : La grève est finie,
mais la colère demeure et les
raisons de luttes avec. Bridée
dans son extension, cassée de
plein fouet au plus fort du
mouvement, la lutte des chemi-
nots ne saurait s'arrêter ainsi !

Tous les motifs (salaires de
misère, vie brisée par les tour-
nées, avenir borné par la mili-
tarisation des rapports hiérar-
chiques et la liquidation des
lignes...) sont là. Et en plus, ce
goût amer de l'échec qui appelle
une revanche de masse, un
retour de bâton contre la police
des salaires...

—Nous avons bien vu qui
bradait l'action ! «le voleur criait
au voleur» et la CGT et la CFDT
vociféraient contre les capitul-
lards autonomes de la FGAAC...
juste avant de nous contraindre
à mettre les pouces, en isolant
(centre par centre) tout noyau
combatif.

Il s'agit de tirer au clair les
responsabilités, de les rapporter
aux efforts, à la ligne, aux
projets politiques de ces mes-
sieurs les responsables syndi-
caux, qui ont partie liée à la
soi-disant Union de la Gauche...

—Il est temps de se retrouver

pour préparer et assumer la
riposte !

«Un jour ou l'autre, ça va
repartir» disaient les camarades
de la gare St Lazare. Eh bien !
N'attendons pas pour nous
unifier en vue des actions à
venir.

C'est maintenant qu'il faut
rassembler dans une rencontre
nationale, les syndicalistes,
cheminots, qui rejettent la poli-
tique des directions syndicales,
s'attaquent à la politique liqui-
datrice de la «gauche»...

Examinons ensemble com-
ment créer les conditions pour

une relance de l'action, une
revanche cheminote dans une
nouvelle offensive ouvrière
contre la crise.

—Ecrivez rapidement au Quo-
tidien pour participer à un tel
bilan-critique de notre lutte :
camarades cheminots de Valen-
ciennes, du Havre, de Paris,
d'Orléans, de Nantes, de Lyon,
de Chambéry, de Metz etc...
rassemblons nous pour cela !

(une date et un lieu de réunion
sont retenus déjà, écrivez au
Quotidien du Peuple pour cela).



Comment on casse une grève

Séance houleuse, délégués syn-
dicaux chahutés : la tendance
n'était pas à la reprise chez les
cheminots chambériens ! Nous é-
tions deux cents à l'assemblée
générale convoquée par la CGT et
la CFDT vendredi dernier.

D'avance, les deux centrales
avaient décidé d'imposer la reprise.
Mais devant la détermination qui
régnait dans la salle, elles ont du
mettre en avant toutes sortes
d'arguments, faire flèche de tout
bois.

«On assiste à un mouvement
d'ampleur nationale, l'EDF et les
PTT vont prendre le relais !»

Un cheminot réplique : «Pour-
quoi est-ce que la région de
Chambéry ne servirait pas de
relais ?»

«Séguy et Maire vont se
rencontrer la semaine prochaine»
rétorquent les syndicats.

«Les dirigeants nous disent
toujours ce qu'on a à faire,
pourquoi pas l'inverse ?» répond
quelqu'un dans la salle.

L'assemblée applaudit. L'am-
biance monte.

Certains cheminots mettent en
cause la forme de lutte proposée.

«Depuis le temps que durent
les grèves de un ou deux jours, on
n'a jamais vu aucun résultat».

«C'est normal, répliquent les
syndicats. On est dans une phase
où les résultats ne se font pas sentir
tout de suite».

Pour tenter de calmer l'assem-
blée, un délégué déclare :

«Il y a seulement entre nous
une divergence sur la forme et non
sur le fond. La lutte continue mais
pour nous, CGT et CFDT, elle doit
revêtir d'autres formes que la
grève».

Belle manœuvre qui illustre bien
l'habileté et la rouspétise des
délégués chambériens !

Finalement, pressés d'en finir, les
gens de la tribune invitent la salle à
porter une motion à la direction
régionale.

Belle façon d'arrêter une grève et
de refroidir l'ardeur des cheminots
en colère ! Mais la confiance dans
cette sorte de dirigeants syndicaux
a pris du plomb dans l'aile...

corr. SNCF Chambéry

Une reprise
houleuse

A Sibelin, au triage (entre Lyon
et Givors), l'Assemblée Générale
est convoquée par l'inter-syndicale
le 26/3, préparée en présence d'un
responsable du secteur fédéral CGT
et d'un de l'UPR-CFDT de Lyon.
Un long laïus d'un gars de la CGT,
enrobé style P(C)F, se termine par
«on fait une belle grève mais la
tendance est à la reprise ; le
mouvement s'effrite autour de
nous». Son discours très démobi-
lisateur, niant la combativité des
cheminots est fréquemment inter-
rompu. On lui demande si oui ou
non il appelle à la reprise ? Il est
interpellé durement. Dans la salle, il
y a une grande tension : les
travailleurs veulent des explica-
tions ! On en arrive presque aux
mains pour pouvoir s'exprimer, dire
son dégoût de l'attitude des res-
ponsables CGT... Le représentant
de la CFDT interviendra, en y
mettant les formes, dans le même
sens que la CGT, tandis qu'un tract
CFDT appelant à la poursuite de la
lutte (rédigé par un délégué et des
syndiqués CFDT, avec le soutien de
nombreux jeunes non-syndiqués)
est distribué...

Des éléments combattifs se re-
laient alors pour intervenir, très
applaudis. La tension est forte entre
CGT et CFDT. La CGT appelle alors
ouvertement à la reprise, sous de
violentes critiques, les huées et
insultes. Des cheminots s'en vont
écœurés. Ceux qui restent man-
quent de peu de vider les révision-
nistes parlant au nom de la CGT.
Des réactions anti-syndicales se
font jour devant l'arrêt de la lutte ;
l'existence d'un courant d'oppo-
sition laisse entrevoir cependant aux
jeunes cheminots la possibilité de
faire payer cette trahison dans le
syndicat. On parle déjà des luttes
futures !

Corr. SNCF Sibelin

JE M'ABONNE

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

1 AN 300 F
6 MOIS 150 F
3 MOIS 80 F
1 MOIS 30 F

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

(à suivre)



DJIBOUTI : De notre envoyé spécial J.P. GAY

UN PEUPLE CONTRE LA BASE MILITAIRE FRANÇAISE

DE LA DROGUE A L'IMMOBILIER

PETITS ET GRANDS PROFITS DE L'IMPERIALISME

La garde présidentielle intervenant manu militari pour faire vendre du PEPSI-COLA dans les bars, le ministre des finances locales, un Européen, ancien adjudant de l'armée française, qui menace les tenanciers de bars : « Si vous ne vendez pas du PEPSI, vous paierez plus d'impôts ».

Ce n'est pas une opérette, c'est la politique du Président AREF.

AREF-PEPSI CONTRE COCA-COUBECHÉ

Car depuis qu'il dirige la société de PEPSI-COLA, AREF est en concurrence sérieuse avec Saïd Ali COUBECHÉ, vieux routier de la politique coloniale, président de la chambre de commerce, qui possède actuellement l'entreprise locale de COCA-COLA, en même temps que la plus grande partie de l'immobilier de la ville. AREF contre COUBECHÉ, PEPSI contre COCA, c'est une des péripéties de la gestion de Djibouti par les serviteurs zélés de la bourgeoisie française, dont la domination sur le territoire entretient le parasitisme et la corruption.

CLIENTS PUIS TENANCIERS...

Les bars qui sont pour la plupart des lieux de prostitution, prolifèrent à Djibouti. Tandis que la présence de plus en plus massive des troupes françaises favorise le développement de la prostitution, toute une clique de sous-officiers ont quitté l'armée pour ouvrir des bars. Ils sont couverts par le ministre des finances d'AREF qui leur délivre des licences de 1ère catégorie, leur permettant de laisser ouverts leurs débits de boissons toute la nuit, y compris à proximité des mosquées, au mépris des traditions musulmanes de la population.

L'IMMOBILIER : UN SECTEUR OÙ ON SE CASE...

Dans ce pays où la France n'a jamais développé l'activité économique, jamais installé une industrie, et même supprime l'extraction du sel du lac ASSAL, sous prétexte que son coût ne le rendait pas rentable, l'immobilier est devenu un secteur privilégié, non pour satisfaire les besoins de la population

Un paradis fiscal pour... les grandes sociétés

Depuis 1953, le pouvoir colonial a supprimé, à Djibouti, les impôts sur le chiffre d'affaires, et sur les bénéfices industriels et commerciaux. Afin de bénéficier de ces avantages, des dizaines de sociétés y ont transféré leurs sièges sociaux, tout en continuant de n'exercer aucune activité, notamment industrielle.

Certaines se contentent de louer une boîte postale et d'imprimer un papier à lettres à en-tête de Djibouti. Les sociétés qui opéraient au Vietnam et au Cambodge, notamment dans les grandes plantations, avant la victoire de ces pays sur l'impérialisme, ont beaucoup usé de ces facilités financières offertes par Djibouti où elles paient tout au plus les droits d'enregistrement au moment de la constitution de la société.

mais pour faire de l'argent. Les bourgeois locaux qui défendent la « présence française » sont des gros propriétaires immobiliers, qui dirigent en même temps les sociétés de construction. Avec DEVI CHERRI, propriétaire de la « société djiboutienne de construction » (SDC) JAMBON, un des principaux magistrats français de Djibouti, plus le ministre des finances local et le consul d'Italie, AREF a constitué la « Société Immobilière de la Croix de Lorraine », ainsi que la société ITCO qui livre le mobilier à l'administration, dont il est le grand chef.



La ville de Djibouti :
- au fond les baraques basses, c'est le quartier africain,
- en bas, à droite, le palais du haut-commissaire français... prêt à prendre le large.

« UNE VILLE DANS UN VILLAGE »

Propriétaires du terrain, maîtres de la construction, ces gens-là font du bâtiment une importante source de profit. « Nous avons des maisons en tôle et en bois, mais nous n'avons pas le droit de construire en dur, même si on peut le faire », nous ont expliqué des habitants du quartier africain. « Pour avoir une maison en dur, il faut acheter le terrain à AREF, COUBECHÉ ou d'autres, puis obligatoirement demander à une entreprise du bâtiment de venir construire la maison, ce qui revient beaucoup trop cher ». Un petit fonctionnaire nous indique qu'un ami du quartier 7, vient de passer devant la justice coloniale pour avoir voulu se construire lui-même une maison en briques.

AREF et sa clique récupèrent des millions de francs Djibouti de loyers, chaque mois, aussi ils ne veulent pas

que des gens construisent eux-mêmes leur maison.

Ce qui vaut dans la ville de Djibouti, vaut également à TADJOURA où toutes les maisons appartiennent à des hauts fonctionnaires autochtones et où CHEHEM DAOUD, ministre de la santé publique, et bras droit d'AREF, possède, dit-on, un ensemble de vingt maisons, « une ville dans un village ».

« CLUB OCEAN INDIEN »

Toutes les activités sont largement orientées vers la consommation des Européens : ainsi, entre la place RIMBAUD et la mer, a été construit un vaste ensemble sportif « prévu » pour un public large et qui, finalement, avec ses piscines, ses terrains de basket, de tennis, son stade, ses salles de sport, est le domaine réservé des riches administrateurs, le tarif d'accès étant égal à près de la moitié du SMIC mensuel à Djibouti. L'argent revient dans les coffres de la société gestionnaire qui

récupère plus de deux millions de francs Djibouti par mois, avec son centre, alors qu'elle ne paie qu'une location de 10 000 francs Djibouti par an. Aubriche, commentateur sportif de FR3 TFAI (« Territoire Français des Afars et des Issas »), importateur d'articles sportifs, est à la tête de cet ensemble.

FONCTIONNAIRES DE LA COLONIALE

Parmi les sommes consacrées par la France au territoire de Djibouti, 80% environ sont des dépenses militaires, les dépenses civiles elles, étant consacrées à la paie et aux privilèges divers des fonctionnaires européens qui, généralement, ne restent que deux ou trois ans dans le territoire où ils amassent de coquettes sommes. Tel ingénieur de la voirie récemment nommé, préoccupé de s'attirer les bonnes grâces de l'administration locale, se désintéresse complètement de la voirie des quartiers africains. Même un petit fonctionnaire européen, par exemple, des contributions, est payé facilement cinq fois plus qu'un originaire de Djibouti faisant le même travail.

Notons que pour mener leurs affaires comme toute leur politique, AREF et autres bourgeois locaux, s'entourent de « conseillers français » ayant une large expérience dans les trafics coloniaux : on trouve ainsi regroupés en club, les « anciens d'Algérie », les « anciens des Comores » et les « anciens du Cameroun », dont l'un d'eux, qui a été conseiller d'AREF jusqu'en juin dernier, déclarait en aparté : « J'ai imposé AHIDJO à la tête du Cameroun depuis 15 ans, alors qu'il n'a qu'une tribu de 100 personnes avec lui. AREF, même tout seul, on arrivera bien à le faire tenir ».

Une arme du colonialisme français : LA DROGUE

Chaque jour, un DC 8 français, en provenance de Dire-Daoua, en Ethiopie atterrit à l'aéroport de Djibouti, avec à son bord 4 ou 5 tonnes d'une plante toxique : le kat (plante à feuilles que l'on « broute »), une véritable drogue, qui ne conserve ses propriétés que consommée très frais.

Des Land-Rover circulent en brousse pour vendre la plante aux nomades.

Les autorités françaises encouragent fortement et organisent la consommation du kat. C'est en vertu d'accords franco-éthiopiens que la plante est cultivée, aux dépens de cultures vivrières, sur le plateau de Harrar, en Ethiopie, où l'on meurt de faim. Gendarmes français et douaniers protègent le convoiement et la commercialisation de la plante. Pourquoi ?

Il y a bien sûr, l'intérêt financier que représente pour l'Etat français, comme pour l'Etat éthiopien, la vente du kat, grâce au prélèvement de taxes très élevées (plus de 300 francs Djibouti par kilo).

Mais, le principal intérêt pour le colonialisme français, réside ailleurs.

Les propriétés du kat montrent le profit politique qu'il cherche à retirer de sa consommation : hallucinations, euphorie, état de rêverie, mais aussi, insomnies, abrutissement, impuissance sexuelle, tels sont entre autres les effets de cette plante.

Le ministre de la santé français a inscrit en 1956, le kat au tableau B des subs-



La place Rimbaud où commencent les quartiers africains, place du marché. Ici, le soir on vend le kat, tandis que légionnaires et gardes mobiles contrôlent les passants.

tances vénéneuses, ce qui signifie normalement l'interdiction de la vente. Mais, place Rimbaud, au centre de Djibouti, les marchands de kat, sont les derniers à rester le soir, jusqu'à minuit, à la lumière de leur lampe, sous l'œil bienveillant des légionnaires et des gardes mobiles qui contrôlent les passants. Car, l'arrêté d'interdiction du ministre de la santé ne concerne que la métropole où le kat est inconnu... l'arrêté n'a jamais été promulgué à Djibouti. La consommation du kat est devenue à Djibouti un phénomène de masse qui concerne la majorité des hommes. Des jeunes nous disent : « Le kat, voilà la mission civilisatrice de la France ici. C'est un instrument du colonialisme par ses effets toxiques et par l'obsession qu'il finit par représenter. La misère crée un terrain favorable pour la consommation de la dro-

gue. Avec le développement de la prostitution et la violation par le colonialisme de tout ce qui était interdit par nos coutumes, des femmes s'adonnent aussi à la consommation du kat ».

Il faut noter aussi que le kat, en coupant l'appétit, affaiblit l'organisme et ainsi, prédispose à la tuberculose.

« Le kat rapporte de l'argent à la France mais, c'est surtout pour pourrir notre peuple. Et tant que le peuple n'aura pas le pouvoir, on ne pourra pas l'empêcher », nous disait Idriss Farah, secrétaire politique de la LPAI.

Les militants nationalistes essaient de transformer ces regroupements qui se forment à l'heure de la sieste, pour consommer le kat, en réunion sur l'avenir du territoire, sur la lutte nécessaire pour l'indépendance totale.